

La Brèche

organe bimensuel du
Parti Socialiste Ouvrier (PSO)
section suisse de la IV^e Internationale

LE MUNICH DES MISSILES

Ainsi, les premiers missiles Pershing II et les Cruise ont commencé à arriver. Des engins nucléaires américains destinés à une "première frappe préventive", à une "guerre nucléaire limitée" sont maintenant stationnés sur sol européen. Pour l'OTAN et les Etats-Unis il fallait en arriver là. Il fallait, coûte que coûte, affirmer la prééminence nucléaire américaine dans le monde.

Les négociations de Genève étaient, de ce point de vue, une mascarade du plus bel effet destinée aux galeries bourrées par les mouvements pour la paix. Aucune des propositions substantielles de compromis de la bureaucratie soviétique n'a été sérieusement discutée. La prétendue solution zéro de Reagan - ni Cruise, ni Pershing II, ni SS-20 - était une tromperie. A preuve, les déclarations de l'un des auteurs de la double décision de l'OTAN, David Owen, secrétaire au Foreign Office britannique de 1977 à 1979, ex-membre du Parti travailliste :

"L'option zéro m'a toujours paru être une proposition pour le moins étrange car elle semble signifier que la seule raison de la modernisation souhaitée par l'OTAN était la présence des SS-20. Or, à l'origine il n'a guère été question de ces missiles, en 1977 en tout cas. (...)" (Le Monde du 22 novembre 1983).

Pour justifier leur obstination moutonnière, les gouvernements européens concernés, et combien d'autres avec eux, ont brandi la menace d'un "esprit de Munich" qui serait propagé par les mouvements pour la paix. Personne ne rappelle qu'en réalité Hitler fut porté au pouvoir en 1933 avec l'aide du maréchal Hindenburg, un bourgeois conservateur de la même veine qu'un Helmut Kohl. Daladier, un radical français, et Chamberlain, un conservateur anglais, plièrent les genoux devant Hitler à Munich en 1938. Ces messieurs étaient-ils, par hasard, des pacifistes ou des antimilitaristes ?

De plus, en quoi le fait de s'armer et de surarmer empêche-t-il la guerre, surtout la guerre nucléaire, celle qui n'a pas le droit d'avoir lieu ? L'équilibre de la terreur atomique a ses limites politiques, comme tous les autres prétendus équilibres dans ce domaine. Sinon, les guerres auraient dû cesser dès l'invention de la flèche et de l'arc !

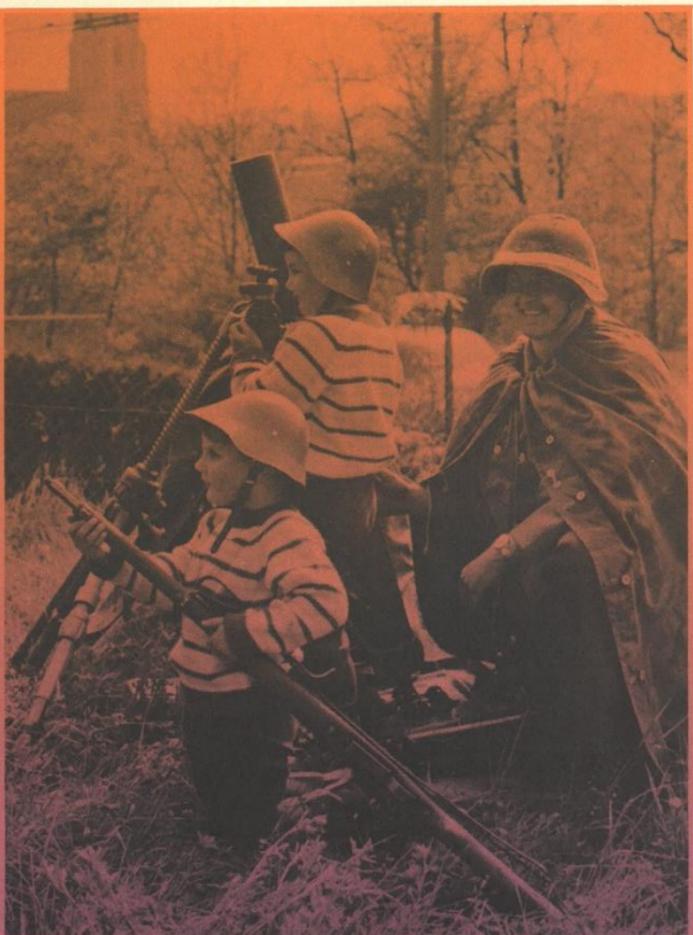
Dans ces conditions, si "esprit de Munich" il y a, c'est bien la couardise politique qui anime les gouvernements bourgeois européens. Ils se sont lâchement soumis aux desseins de Reagan, à la perspective d'une guerre nucléaire limitée en Europe qui débouchera certainement sur l'holocauste. La seule mesure politiquement courageuse et responsable aurait été de refuser de faire un pas de plus dans cette folle course aux armements.

Seul le mouvement de la paix a fait preuve de ce courage civique. Il pourra continuer à le faire en exigeant le renvoi des missiles et des GI's chez eux, la réduction massive des budgets de guerre au profit des dépenses sociales, écologiques et d'aide publique au développement, et, enfin, en manifestant sa solidarité totale avec les opprimés du Tiers Monde. La bataille est loin d'être perdue; elle ne fait que commencer !

La Brèche

FEMMES ET DÉFENSE NATIONALE :

Nous



n'irons pas à l'armée

EUROPE :

QUAND LA SOCIAL- DÉMOCRATIE GOUVERNE



PROCHE-ORIENT :

L'ÉNIGME SYRIENNE

En mouvement

Vaud, Non aux économies sur le dos de la population !

MANIFESTATION contre l'austérité

lundi 5 décembre à 18h. de la Place Chauderon à la Place Palud (LAUSANNE)

Org. : Union syndicale vaudoise, CRT, PSV, POP, PSO, AD, PSL, PCI, PCE, USL, FCTA, SSP/VPOD, FTMH, FVCE, SLP, FOBB.

Vaud, solidarité avec le peuple palestinien :

Soirée film - débat

* "Journal de campagne", par le réalisateur israélien Amos Gitai. Tourné en 1982, ce film est un témoignage sur l'état d'esprit israélien face à la colonisation dans les territoires occupés et au Sud-Liban.

* Débat avec des camarades qui reviennent de Syrie et du Liban.

mercredi 7 décembre, 20h.30 au Cazard, 15, rue Pré-du-Marché à Lausanne

Org. : Association Suisse-Palestine, soutenue par le POP et le PSO.

Neuchâtel :

Pour une crèche communale

Le Parti socialiste ouvrier appelle à voter en faveur de l'initiative populaire pour une crèche communale les 3 et 4 décembre prochains. A Neuchâtel la proportion de femmes qui travaillent est très élevée. La majorité d'entre elles font partie des salariés à revenu modeste. Pour que leurs enfants en bas âge soient dans un cadre harmonieux pendant les heures où elles travaillent, il est indispensable que la Ville mette sur pied une crèche communale de qualité. Neuchâtel a un retard à combler vis-à-vis de la plupart des villes suisses de moyenne importance. Il n'y a actuellement pas de crèche communale. Les rares crèches privées existantes sont surchargées et n'offrent pas suffisamment de places. D'autre part elles coûtent cher aux parents et le personnel y est très mal payé.

L'opposition de la Commune à majorité de droite n'est pas étonnante. Radicaux et libéraux se font les champions de la limitation des dépenses sociales. Face à eux, l'unité qui s'est constituée autour de

cette initiative d'un grand nombre d'organisations de gauche et de syndicats est la seule chance d'aboutir à un succès.

Par contre le PSO trouve inacceptable le rangement du Parti socialiste de Neuchâtel au côté des tenants de la politique d'austérité. Le PSO a envoyé une lettre ouverte au Parti socialiste afin de le persuader de revenir sur sa décision qui ne servira qu'à diviser et affaiblir les travailleurs.

Vient de paraître :

A tire d'elles

Les sections romandes de l'OFRA (Organisation pour la cause des femmes) viennent de lancer le no 0 de leur nouveau journal, A tire d'elles.

En faisant A tire d'elles, nous avons voulu doter notre organisation - l'OFRA - d'un moyen d'expression. Un journal de l'OFRA en allemand existe déjà depuis des années.

A tire d'elles veut informer sur tout ce qui concerne notre vie et nos problèmes de femmes, sur la manière dont les parlementaires s'attaquent à ces problèmes, sur nos conditions de travail et nos droits, sur ce qui se passe ailleurs. (...)



Bien sûr, A tire d'elles s'adresse à chaque femme. Nous voulons que celles qui le lisent s'y reconnaissent, qu'elles soient "intellectuelles", employées, ouvrières, ménagères. Nous invitons d'ailleurs des hommes également à le lire, il pourrait les aider à mieux comprendre nos problèmes. Nous essaierons de ne pas faire un journal sévère, mais un journal agréable à lire, reposant.

Estimant qu'un rythme de parution mensuel serait difficile à tenir, nous nous proposons de faire 6 numéros par an.

La rédaction d'A tire d'elles

Dossier amiante : Rectificatif

Une malheureuse erreur s'est glissée dans l'article de présentation du livre *Eternit : poison et domination*, paru dans le no 306 de *La Brèche* du 25 octobre 1983. L'introduction de l'article parle de 12 décès par an dus à un cancer provoqué par l'amiante jusqu'en 1977 et de 91 décès par an à prévoir dans les années à venir. Le livre ne parle pas de 12 et 91 décès par an mais de 12 et 91 décès en tout, comme le graphique reproduit dans l'article le montre d'ailleurs clairement.

Les dangers de l'amiante sont suffisamment graves pour ne pas avoir à les exagérer, même par erreur !

Pour les auteurs du livre : Robert Lochhead.

Lausanne :

Après le concert de Karumanta

Sur préavis négatif de l'intendant et de deux pasteurs de la cathédrale, l'Etat de Vaud a, le 28 octobre dernier, refusé de mettre la cathédrale de Lausanne à disposition de l'ensemble latino-américain Karumanta pour un concert fait de chants folkloriques et de la *Misa Criolla*. Sur les neuf villes de sa tournée, Zurich et Lausanne sont les seules qui ont refusé à Karumanta l'église demandée. L'octroi de l'église catholique de Notre-Dame lui a ensuite également été refusé. Finalement le concert a eu lieu le 29 novembre à la chapelle des Terreaux.

Le groupe syndical VPOD ecclésiastiques, le Comité vaudois pour la défense du droit d'asile et les soussignés déplorent que des personnes sans patrie et sans terre se voient privées du droit à la parole dans un lieu où la Parole prêchée demande pourtant inlassablement d'accueillir les petits et les rejetés. (...) (*Le fond du problème*) est dans le fait qu'ouvrir une église à des réfugiés pour un concert - et non pour une "manif" - dont le but est de favoriser une meilleure compréhension entre cultures différentes fait peur à l'Autorité politique et à des responsables ecclésiastiques de ce canton. (...)

Il est très grave que l'église ne soit pas un lieu ouvert.

Groupe syndical VPOD ecclésiastiques. Comité vaudois pour la défense du droit d'asile. Déclaration de Berne, Pax Christi. CSP : secteur réfugiés. Groupe Justice et Paix, paroisse Notre-Dame. Jean Fischer, secrétaire romand de l'EPER. Françoise Pitteloud, conseillère nationale. Commission de solidarité internationale du PSV. POP. PSO. Alternative démocratique. Jeunesses socialistes. Femmes pour la paix, section vaudoise. Organisation pour la cause des femmes, Lausanne. Librairie des femmes "La mauvaise graine". CRT. FOBB, section de Lausanne. Ligue suisse des droits de l'homme, section vaudoise. Centre de contact Suisses-immigrés. Association des travailleurs étrangers espagnols en Suisse. Comité pour les droits démocratiques en Turquie. Comité de solidarité avec Solidarnosc. Comité Nicaragua-Salvador. Service régional d'aide aux réfugiés. Groupe de réflexion et d'action sur la question des réfugiés.

À PROPSO

VIENT DE PARAITRE :

Proletari di tutto il mondo: N° 3 ts 0,50 Octobre 1983



Settimanale del Partito Socialista dei Lavoratori (PSO-SAP-PSL) sezione italiana della Quarta Internazionale

GLI XENOFONI NON PASSERANNO!

Per la lotta contro l'immigrazione illegale... (text continues with political analysis)



FINALMENTE UNA STRATEGIA

Proletarios de todos los paises: N° 3 ts 0,50 Octubre 1983



Settimanale del Partito Socialista dei Lavoratori (PSO-SAP-PSL) sezione spagnola della Quarta Internazionale

LOS XENOFOBOS NO PASARAN!

Contra la xenofobia... (text continues with political analysis)



REDUCCION DE LA JORNADA LABORAL TAMBIEN EN SUISA SE PUEDE EN MARCHA ALGO

Trabaja menos para vivir mejor... (text continues with political analysis)

La suma república: sobre el comunismo

El comunismo... (text continues with political analysis)

L'Etat-major et les missiles :

« Depuis deux ans, le 'combat pour la paix' téléguidé de Moscou bénéficie du soutien d'un ensemble d'anciens officiers généraux de l'OTAN (...) Ils prétendent agir en toute indépendance mais divers indices font penser qu'ils sont manipulés (...) Ils entreprennent une dangereuse tentative de désinformation. » Suit la liste de ces "officiers félons", par exemple l'amiral Sanguinetti (dont nous avons publié une déclaration dans La Brèche no 307 du 5 novembre 1983). Voilà ce qu'on peut lire dans la Revue Militaire Suisse (avril 1983), où l'on chercherait bien entendu en vain le point de vue de ces officiers critiques. C'est dire combien on s'échauffe sous les casquettes de l'Etat-major général (EMG) !

Défense "nationale" ? A l'ère de la guerre nucléaire, elle a plus que du plomb dans l'aile. Dominique Brunner, lieutenant-colonel de l'EMG et promoteur du char Léopard au profit de Bübrle, a consacré dans la même revue (février 1983) un véritable plaidoyer pour l'installation des Cruise et Pershing. Il reconnaît pourtant la vérité en expliquant que, du point de vue global, "le fondement de la dissuasion est intact" ! Mais, ajoute-t-il, "les USA ne peuvent plus guère, du moins en théorie, engager leurs forces nucléaires

Défense «nationale» ?

intercontinentales contre l'URSS en cas d'attaque de celles-ci contre les alliés européens. Une telle menace n'est plus crédible parce que son exécution serait suicidaire." Conclusion : comme les Européens ne peuvent demander aux USA de s'anéantir pour prévenir une guerre nucléaire, il faut accepter les missiles de l'OTAN - c'est-à-dire accepter que le président des USA décide de "suicider" l'Europe pour protéger le bastion "libre" des USA ! Car en effet, seul Reagan ou son successeur décidera de déclencher les Cruise et Pershing. Voilà comment l'Etat-major et toute la bourgeoisie européenne mettent entre les mains des USA le soin d'assurer leur "souveraineté nationale"...

Pris au piège de cette contradiction, le gouvernement suisse (qui sait pourtant défendre la "souveraineté de ses lois" pour protéger le secret bancaire dans l'affaire Marc Rich) et l'Etat-major redoublent d'efforts pour donner crédit à une "défense nationale" fondée sur l'armement conventionnel. Chars, avions, hélicoptères - tout le programme de surarmement de ces prochaines années vise à faire croire qu'on "peut se défendre" et qu'il faut se sacrifier pour les profits des marchands de canons. Notre armée de milice (mensuel des sous-officiers, octobre 1983) part en guerre contre les "antimilitaires" (notion nouvelle qui doit remplacer le terme antimilitariste) qui demandent le droit de référendum sur les crédits militaires. Dangereuse propagande qui va "affecter le moral de la population civile" et "fait passer pour des va-t'en-guerre ou des nationaux-socialistes (sic !) les serviteurs d'un peuple qui veut une défense nationale forte pour conserver sa liberté". Pensez : la troupe et la population civile sont là pour se battre, pas pour dire oui ou non aux programmes d'armement - et encore moins pour juger si la défense de leurs libertés passe par le président des Etats-Unis !

Exagération ? Nullement. Le même Dominique Brunner (Revue Militaire Suisse, avril 1983) combat le droit au service civil en disant qu'il va manquer de soldats ! "Si nous n'avons pas le nombre, comment suppléer aux insuffisances d'armement très moderne, du feu nucléaire en particulier ?" Ils ne demandent pas seulement des crédits records, mais de la chair à canon !

M. Thévenaz



"Ben dis donc, ils y vont pas avec le dos de la cuiller, ces gars de la ennezèdezède !"

Financement de l'armement par les caisses de pension :

ET QUOI ENCORE ?!

Malgré l'offensive d'austérité contre les assurés des caisses-maladie, le personnel fédéral, les consommateurs de pain, le budget fédéral pour 1984 prévoit un bond des dépenses de plus de 10 o/o; elles passent ainsi à 21,7 milliards de francs. Comme les recettes ne suivent pas, le déficit devrait atteindre un record de 1,15 milliard. Tous les apôtres du démontage social n'ont cessé de crier "faisons des économies". Mais la commission du Conseil des Etats n'a rien voulu savoir, manipulant en baisse le déficit à 77 millions en reportant des dépenses à 1985 et en surestimant les recettes. Le journal de la finance et du radicalisme zurichois, la *Neue Zürcher Zeitung* (NZZ), réagit de son côté : fin octobre, il propose de sortir des difficultés "techniques" du financement du programme d'armement en recourant à l'endettement. A l'exemple de Reagan... !

Markus Kamber, qui remplace Otto Fischer à la tête de l'Union Suisse des Arts et Métiers (USAM), poursuit sur la lancée de son prédécesseur : à l'annonce du déficit prévu pour l'an prochain, il demanda aussitôt le rejet de ce budget. "Il faut du courage civique !" s'écria-t-il, et "redresser enfin" les finances fédérales.

Comment combler le déficit ?

Fort bien ! Du courage, Messieurs ! Renoncez à la moitié des dépenses d'armement (dont Rothenthurm) et vous aurez 1019 millions d'économies ! Accordez aux CFF les 190 millions prévus pour les routes cantonales ! Ces deux mesures à elles seules transforment le déficit en un bonus de 53 millions. Introduisez l'impôt sur les avoirs fiduciaires des banques (au minimum 300 millions de recettes) et vous pourrez réajuster les subventions aux caisses-maladie que vous avez coupées !

Mais Kamber et les siens ne vont pas faire de telles propositions. Ils veulent au contraire plus d'économies sur le dos du personnel fédéral ou de l'aide au développement. Par chance, ils ne s'attaquent pas encore aux 320 millions supplémentaires que coûtera l'adaptation des rentes AVS/AI au 1er janvier 1984. En revanche, les dépenses pour la "défense nationale", qui montent de 4 153 à 4 666 millions sont tabou. Et on palabre beaucoup sur des transports publics plus écologiques, mais on fait le contraire...

Surarmer en s'endettant

Pendant ce temps, les décisions du programme d'armement poussent les dépenses militaires bien au-delà de l'état actuel. Si la bourgeoisie continue à financer ce programme par des coupes sociales, elle court le risque de mobiliser les salariés contre elle.

Consciente de ce danger, la NZZ (29 octobre 1983) propose, sous le titre inoffensif de "Flexibilité dans le financement de l'armement", de s'endetter pour s'armer. Le Département militaire fédéral a étalé ses commandes sur des années pour ne pas dépasser le plafond de dépenses annuelles qui lui est fixé. La NZZ rétorque que cela ne fait que retarder l'armement. 4,5 milliards pour 420 chars Léopard exigent 15 ans, l'achat des hélicoptères de combat

en exigera 20, celui des nouveaux avions 25. C'est "militairement risqué et irrationnel". Et la NZZ propose de renoncer à payer comptant, comme le fait l'industrie : "On se fait livrer la marchandise quand on en a besoin et on paie selon accord. Si le client n'a pas assez de liquidités, la banque procède aux avances en s'accordant sur l'amortissement".

Ce que la NZZ ne dit pas mais qui ressort clairement de sa proposition, c'est que ce recours à l'endettement doit financer davantage d'armements que jusqu'ici ! La finance zurichoise, si parcimonieuse, calcule donc de plus hauts déficits. Et comme, même pour la NZZ, le financement de ces déficits ne passera pas par des crédits bancaires qui sont coûteux, il faudra recourir à des obligations de la Confédération (au taux d'intérêt plus bas), qui sont, comme chacun sait, un placement privilégié des caisses de pension.

Non, merci !

Refuser l'achat des chars Léopard et les autres projets d'armement, lutter pour le droit de référendum sur les crédits militaires - ces objectifs sont plus qu'urgents pour le mouvement ouvrier. Car pour ce qu'il en est de financer l'armement par les caisses de pension : non, merci !

J. Steiger



Congrès de l'Union PTT :

Gueuler, puis battre en retraite ?

Le syndicat est nettement plus capable de rédiger des revendications que de les réaliser — voilà ce qu'a admis George Eggenberger, président de l'Union PTT dans le rapport principal présenté au Congrès. Cette critique n'a pourtant conduit, pendant les trois jours de travaux, à aucune intervention sur les moyens d'action syndicale pour défendre le personnel.

Les débats ont montré combien la situation empire aux PTT. Chaque année, la régie accroît ses prestations, dégage des bénéfices et les employés donnent, quasiment comme un impôt indirect, 150 millions par an à la caisse fédérale. Mais l'effectif du personnel reste en-deçà du blocage fixé avec rigueur par la loi. De temps en temps, le parlement bourgeois accorde charitablement une douzaine de postes supplémentaires. Résultat : à la fin 1982, 220 000 jours de repos, de vacances et d'heures supplémentaires n'étaient pas récupérés ! De quoi créer des centaines d'emplois !

Pas de moyens d'action ?

L'Union PTT n'est en principe pas totalement sans moyens pour

Qu'est-ce que l'Union PTT ?

L'U-PTT est, avec le SEV (syndicat des CFF) et le SSP/VPOD, l'un des trois grands syndicats du personnel public en Suisse.

Avec 23 000 membres, l'U-PTT organise environ 80 o/o du personnel dans son secteur — un degré d'organisation rarement atteint par un syndicat en Suisse.

L'U-PTT n'est pas le seul syndicat dans le secteur des postes, télégraphes et téléphones. A l'inverse de la SEV, qui a su développer un syndicat unique de tous les groupes professionnels des CFF au terme d'années de débat et d'efforts, l'U-PTT n'organise qu'une partie des professions PTT.

Le personnel des guichets, du service des chèques, des téléphonistes et télégraphistes ont leur propre association. Certes, ces associations font partie de l'organe faitier des PTT et de l'Union fédérative du personnel fédéral, mais cet éclatement affaiblit les possibilités des syndicats PTT. Un signe en est la motion, régulièrement minoritaire aux congrès, proposant que l'U-PTT quitte l'organe faitier des PTT. Le motif en est le refus d'y voir siéger aussi les associations d'employés, mieux payés, et de cadres.

résister à cette situation. Au cours des dernières années, son degré d'organisation s'est maintenu, comme les structures des hommes de confiance syndicaux. La participation étonnamment élevée de jeunes délégués au Congrès le montrait.

Mais ce syndicat ne s'est encore nullement adapté à la nouvelle période, à l'offensive d'austérité bourgeoise. Eggenberger remarquait lui-même que le syndicat poursuit sur sa lancée de la haute conjoncture, alignant revendication après revendication, puis déposant ses demandes. Sur les 58 motions traitées au Congrès, une seule portait sur les moyens d'action.

La direction syndicale a elle-même évité de soulever cette question et de soumettre ses propres propositions. On a souligné en passant le résultat d'une enquête sur les moyens d'action, effectuée au début de cette année. A cette époque — au lendemain de la manifestation de 35 000 fonctionnaires à Berne — la direction n'avait pas non plus avancé de propositions d'action, laissant les membres mettre une croix dans un choix de possibilités. Résultat : la majorité a "refusé des moyens d'action plus durs". La NZZ (journal financier de Zurich) cite ce passage avec délectation ! En effet, aucune discussion approfondie n'a encore eu lieu dans ce syndicat pour déterminer ce que seraient ces "moyens d'action plus durs". Par exemple, comment réaliser le "service selon le règlement" (grève du zèle) sans "exaspérer" les salariés, usagers des postes (ce que craignent les postiers).

Battre en retraite...

Or, s'il manque à l'Union PTT des moyens d'action pour répondre à l'offensive bourgeoise renforcée, il ne lui reste qu'à battre en retraite. Eggenberger, dans son discours final, a bien élevé le ton. Mais malheureusement, on pouvait lire entre les lignes comment va s'amorcer le recul sur les deux questions les plus importantes : le temps de travail et la compensation du renchérissement.

On annonce ainsi déjà que des "alternatives doivent être trouvées" à l'abolition de la compensation semestrielle du renchérissement. L'Union fédérative (association fa-



tière de tout le personnel fédéral) accepte donc le fait accompli en proposant une nouvelle formule : "Le Conseil fédéral peut compenser le renchérissement deux fois par an". Cantons et communes vont naturellement suivre ce mauvais exemple.

La réduction du temps de travail semble une nouvelle fois reportée, en 1986 (!) seulement, dit-on. Et

on semble peu croire, à l'Union PTT, qu'il faille se battre pour compenser une diminution d'horaire par une réelle hausse des effectifs.

Ce congrès laisse donc un goût amer. Un syndicat qui possède un degré d'organisation aussi élevé n'est-il pas justement le premier à pouvoir tenir tête à l'attaque bourgeoise ?

Andreas Rieger

Fonction publique genevoise :

Nouvelle donne pour 1984 !

Il y a deux ans, après des mois de mobilisation du "mouvement unitaire de la fonction publique" à Genève, les syndicats signaient un accord : plusieurs revendications étaient satisfaites (notamment les 41 heures, 16 semaines de congé maternité, des diminutions d'effectifs dans les classes d'école) et il était convenu de ne pas en présenter de nouvelles avant la reprise des négociations en janvier 1984.

Depuis, l'Etat a essayé — et parfois réussi — à mettre en cause l'accord. Par exemple en modifiant le temps de pause des nettoyeurs de l'hôpital. Et quand les syndicats ont demandé de négocier sur des points non contenus dans l'accord, le refus a été systématique : pas avant 1984.

Le Cartel Intersyndical du Personnel de l'Etat (regroupant 14 organisations) prépare donc maintenant les négociations de 1984. Priorité est donnée aux revendications suivantes :

- * 40 heures pour tous et 5 semaines de vacances (comme promis il y a 2 ans);

- * augmentation des bas salaires, engagement dans la classe de fonction et pleine compensation du renchérissement;

- * augmentation des effectifs discutée avec les organisations concernées;

- * droit à 5 jours de congés syndicaux par an pour tous et crédit d'heures pour les responsables syndicaux;

- * amélioration du statut des auxiliaires;

- * maintien de l'emploi dans l'enseignement (à la suite du renvoi

de suppléants);

- * amélioration des conditions de la caisse de retraite.

Les personnes intéressées par le détail de cette plate-forme peuvent la demander au SSP/VPOD, 6, rue des Terreaux-du-Temple, 1201 Genève.

Le 13 octobre 1983, l'Assemblée du Cartel en a fixé les modalités et convoque déjà à une assemblée générale de toute la fonction publique le 8 février, avec pétition à l'appui de ces revendications.

Le personnel de l'Hospice Général, non membre du Cartel, se joint à ce mouvement. Il est regrettable que d'autres secteurs (Services Industriels, Ville de Genève, Transports publics-TPG) n'y donnent pas encore leur accord. Le Cartel est prêt à s'élargir à toutes ces forces.

correspondant

Emploi :

OMEGA : L'HÉMORRAGIE CONTINUE

Le groupe horloger SSIH est passé de 6 000 salariés en 1974 à 2 000 aujourd'hui. Pourtant toutes les conséquences sur l'emploi de la fusion avec l'ASUAG ne se sont pas encore fait sentir. En effet, Omega, la principale entreprise du groupe SSIH, est encore une manufacture (produisant l'ensemble de la montre). Or elle va nécessairement devoir abandonner sa production de pièces détachées pour se transformer en simple usine d'assemblage des pièces produites par l'ASUAG. Si Omega a déjà perdu 1 000 emplois depuis 1975, d'autres pertes sont programmées pour l'avenir.

Dans sa motion présentée au Conseil de ville, notre camarade Sylviane Zulauf (PSO) interpella la Municipalité sur les rumeurs concernant une nouvelle vague de 150 à 450 licenciements. Malgré les hauts cris de la presse, cette rumeur n'a jamais été démentie par la direction d'Omega.

A partir de cette information, un comité de soutien, formé du Parti socialiste (PS), des partis de l'immigration et du PSO, s'est constitué. Il a pour but, avant l'arrivée des lettres de licenciement de mener une campagne de soutien à la commission syndicale FTMH et à la commission d'entreprise, qui s'opposent aux licenciements et préfèrent le chômage partiel aux congédiements.



Certes, le "choix" du chômage partiel a le grand avantage de préserver les emplois et de réunir de meilleures conditions pour la solidarité ouvrière. Il n'amène toutefois pas de garantie pour le maintien des emplois à terme et entraîne une diminution du revenu des travailleurs. C'est pourquoi le comité de soutien avance l'exigence d'une intervention des pouvoirs publics, à condition évidemment que les banques et la direction donnent la preuve qu'elles ne peuvent pas payer le recyclage et le perfectionnement professionnel des salarié(e)s.

Des mesures d'urgence s'imposent en effet pour que l'emploi soit maintenu dans une ville, Bienne, où 1 000 chômeurs timbrent en permanence depuis une année.

correspondant biennois

Chimie bâloise :

MOBILISATION POUR LE 10 DÉCEMBRE

Les patrons de la chimie bâloise savent bien l'importance particulière de leur branche pour toute la région. Ils savent aussi que la politique patronale nationale — dont ils sont l'un des piliers — est de ne rien céder dans les négociations collectives et de garder les mains libres pour attaquer l'emploi et les salaires. Voilà pourquoi leur attitude dans les négociations collectives est, malgré la bonne situation économique de la branche, très dure.

Mais ils ne sont plus les seuls à avoir conscience de l'enjeu régional et national de ces négociations, comme le montre la mobilisation croissante des travailleurs de la chimie, de leur syndicat, et l'appui qu'ils reçoivent d'autres secteurs syndicaux.

Plus de mille travailleurs de la chimie ont pris part à l'assemblée générale de la Fédération du textile, de la chimie et du papier (FTCP) le 25 octobre. Cette forte mobilisation fut une première réponse à l'attitude dure des patrons. Dans la discussion, il fut souligné entre autres, que durant les négociations, la revendication de la semaine de 40 heures devait être défendue aussi durement que les autres. Car avec une croissance mensuelle du chômage de 10 o/o dans la région, les pressions sur le marché du travail sont de plus en plus fortes, risquant à terme de vider de sens le contrat collectif. Un renouvellement de ce contrat sans les 40 heures ne serait pas un "match nul", mais bien une défaite.

L'assemblée décida donc de répondre aux patrons en sensibilisant les travailleurs de la chimie dans les entreprises elles-mêmes.

Le crescendo de la mobilisation

Un deuxième round de négociations n'ayant rien donné, la commission de négociation de la FTCP décida de passer la vitesse supérieure en organisant le 10 décembre une manifestation nationale de la chimie à Bâle.

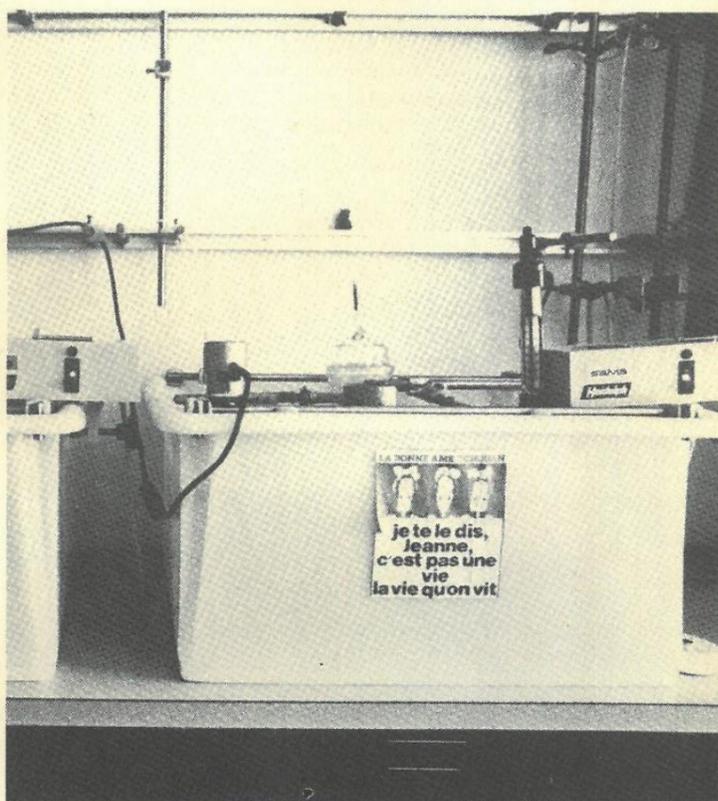
Manifestation nationale, non seulement parce que la situation est la même dans toute la chimie en Suisse (à Genève, par exemple, les entreprises Firmenich et Givaudan tentent de refuser la compensation

complète du renchérissement et d'introduire le travail par équipes sept jours sur sept). Mais aussi parce que les revendications avancées (compensation du renchérissement, diminution du temps de travail, etc.) sont au cœur de toutes les négociations collectives de ces derniers temps.

C'est ce qu'ont bien compris d'autres syndicats bâlois, puisque lorsque le secrétaire de la FTCP, Schäppi, expliqua la situation dans la chimie à l'assemblée des délégués de l'Union syndicale bâloise, des représentants d'autres syndicats déclarèrent qu'il en allait de même dans leur secteur. Un délégué du SSP/VPOD apporta le soutien de son syndicat à cette manifestation. Depuis lors, une assemblée générale du Syndicat du livre et du papier bâlois (SLP) a aussi décidé de la soutenir et de contribuer à son succès.

L'affaire est donc sérieuse et la manifestation prévue prend l'allure d'un véritable test national : peut-on faire plier le patronat en répliquant à sa politique par la mobilisation ? Voilà l'enjeu de la manifestation du 10 décembre, voilà pourquoi tous ceux qui veulent résister à l'offensive patronale seront à Bâle ce jour-là.

correspondant



Dans une entreprise de la chimie romande...

Interfoto

Pétition pour le droit d'asile :

27 000 SIGNATURES RÉCOLTÉES !

Le jeudi 23 novembre a eu lieu le dépôt de la pétition pour un véritable droit d'asile. La pétition avait été lancée en réponse à une pétition des partis Vigilance et Action nationale exigeant une restriction du droit d'asile.

La pétition pour un véritable droit d'asile, soutenue par plus de cinquante organisations, exige la renonciation à l'aggravation des conditions d'octroi du droit d'asile en Suisse ainsi qu'une politique d'asile plus ouverte. Parmi les mesures sollicitées, il faut souligner le non-refoulement des demandeurs d'asile, la renonciation à l'obligation du visa pour les réfugiés des pays concernés, la solidarité avec les réfugiés du Tiers Monde et la cessation de tout soutien politique et économique aux dictatures dans les pays comme la Turquie, le Chili et le Zaïre, etc.

L'actualité de ces revendications n'est pas à démontrer. Récemment, encore, un demandeur d'asile tchèque fut renvoyé dare-dare dans son pays par la Police des étrangers à la grande satisfaction des autorités



tchèques. Combien d'autres cas, inconnus ceux-ci, se cachent derrière de telles pratiques ? Amnesty International est, pour sa part, intervenue publiquement pour protester contre la révision actuelle du droit d'asile. Nul doute que de telles prises de position renforceront la pétition et ses revendications.

La pétition a recueilli au total près de 27 000 signatures, dont 5 600 par le seul PSO. L'essentiel du reste des signatures provient

Elections au Conseil fédéral :

Le PSS met-il sa participation en jeu ?

Dans une récente déclaration, Helmut Hubacher, président du Parti socialiste suisse (PSS), s'est aventuré à envisager une sortie possible du Conseil fédéral. Une telle hypothèse s'accomplirait si d'aventure le parlement refusait d'élire la candidate officielle du PSS, Liliane Uchtenhagen, ou en tout cas l'un de ses concurrents les plus sérieux au sein du PSS.

Jusqu'à présent Helmut Hubacher avait toujours déclaré que la participation gouvernementale n'était pas un thème de discussion au PSS. Les faits sont malheureusement têtus. Les pertes du PSS lors des élections nationales sont évidemment la conséquence du cours actuel du PSS, dont la participation gouvernementale est la pièce maî-

d'être solidaires, du Comité pour le droit d'asile, de la Ligue suisse des droits de l'homme. On doit malheureusement constater que les autres forces du mouvement ouvrier, partis et syndicats, ne se sont engagées que du bout des lèvres, sans engagement pratique conséquent. Si l'on veut combattre la politique bourgeoise actuelle dans ce domaine, un autre degré d'activité sera nécessaire.

correspondant

trasse. La popularité personnelle de Willi Ritschard n'avait pas permis de compenser la désaffection croissante frappant le PSS. Quoi donc de plus normal que la question de la présence du PSS au Conseil fédéral revienne sur le tapis, mais par la petite porte ?

En effet, Helmut Hubacher et la direction du PSS ont décidé de tout miser sur la présence d'une femme du PSS au Conseil fédéral pour remonter leur cote publique et électorale. Il ne s'agit pas de provoquer un débat sur la politique gouvernementale actuelle; l'austérité et le réarmement sont des thèmes bien trop gênants. Le PSS a donc lancé une manœuvre politique, petite mais intelligente, qui consiste à polariser le débat autour du principe de l'élection ou non d'une femme au Conseil fédéral. Si Liliane Uchtenhagen est élue, c'est

un bon résultat pour l'image du PSS. Si elle n'est pas élue, les partis bourgeois pourront être accusés de sexisme et de machisme. Comme la porte a été laissée ouverte pour qu'un autre candidat masculin du PSS puisse être élu, il sera possible de clore le débat sur la participation gouvernementale. Mais entre temps, quelques cris auront été poussés, la presse aura fait du bruit et le PSS aura réussi à se faire une publicité féministe !

Que le débat soit nécessaire, un autre fait récent l'a souligné. Pierre Aubert s'est présenté au dernier congrès de la FOBB (Syndicat du bâtiment et du bois) avec en poche un discours à la tonalité assez gauche. Grand malheur : Pierre Aubert l'avait à peine parcouru auparavant. Résultat : il l'a découvert en le lisant ! Sous-entendu : s'il l'avait écrit lui-même, la tonalité aurait été autre. C'est en tout cas ce que Pierre Aubert — participation oblige — s'est résigné à expliquer à ses collègues bourgeois du Conseil fédéral. Ceux qui ont pensé que Pierre Aubert croyait sincèrement à ce qu'il disait doivent aujourd'hui être bien déçus !

A. Meylan

Espagne :

TOUJOURS DANS
L'OTAN

Lorsque le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) remporte, il y a plus d'une année, une énorme victoire électorale (10 millions de voix), il le doit à sa promesse d'introduire "le changement". Le changement, c'est plus de libertés et moins de franquisme, plus d'autonomie et moins de centralisme, la création de 800 000 emplois, la sortie de l'OTAN et bien d'autres choses encore. Il y a eu certes depuis lors un changement visible; mais pour l'essentiel, dans l'autre sens.

Pendant la campagne électorale, ce qui donna des ailes au PSOE fut sans aucun doute la pétition, signée par des centaines de milliers de personnes en 1982, demandant un référendum sur la question de l'entrée de l'Espagne dans l'OTAN, une adhésion repoussée par 80 o/o de la population. La votation promise a depuis été repoussée à la saint-glinglin par Felipe Gonzales, premier ministre et dirigeant du PSOE. Dans ses visites à l'étranger, le chef du gouvernement espagnol défend publiquement la double décision de l'OTAN. Le mouvement pacifiste, qui mobilisa 300 000 personnes à fin octobre, est diffamé par le PSOE, qui le qualifie de "radical" et de "partial".

DÉPENSES MILITAIRES :
GONZALES PLUS FORT QUE FRANCO

Même par rapport à l'Amérique centrale, la social-démocratie espagnole s'aligne de plus en plus sur les USA. Ainsi, l'affaire du Boeing descendu par la chasse soviétique a été bien plus durement condamnée que l'invasion de Grenade. L'arrestation d'un militant séparatiste basque de l'ETA au Costa-Rica, accusé de préparer un attentat contre Eden Pastora, servit de prétexte pour se distancer des sandinistes et pour envoyer au très cher ami de Reagan, Monge, homme fort du Costa Rica, des spécialistes de la police espagnole (les "Geos").

Cette intégration dans "l'alliance défensive occidentale" trouve sa prolongation dans un réarmement matériel et idéologique à l'intérieur du pays. Les dépenses militaires ont été puissamment augmentées (de 15,4 o/o), surtout pour pouvoir acquérir des avions de chasse américains et construire d'impopulaires places d'armes et de tir. Le PSOE prévoit en outre la construction massive d'abris de protection civile. Il utilise les attentats insensés de l'ETA (politico-militaire) contre des officiers pour organiser des manifestations de soutien à l'armée, une institution qui n'a toujours pas été épurée et dont les cadres sont en majorité notablement franquistes et candidats putschistes.

LES TENDANCES À L'ÉTAT POLICIER

Le ministre de l'Intérieur du gouvernement PSOE appelle à la solidarité avec une Garde civile et une Police nationale qui — selon les données d'Amnesty International, confirmées par des milliers de témoignages — torturent à nouveau depuis 1980, comme au bon vieux temps de Franco. Ses actions "coup de poing" dans lesquelles il fit fouiller, appartement par appartement, le quartier madrilène de Pilar (70 000 habitants) et la ville basque de Fuenterrabia, foulent aux pieds les droits démocratiques les plus élémentaires. La vague d'indignation qui s'ensuivit amena les deux quotidiens libéraux *El País* et *Diario 16* à parler de développement des "tendances à l'état policier".

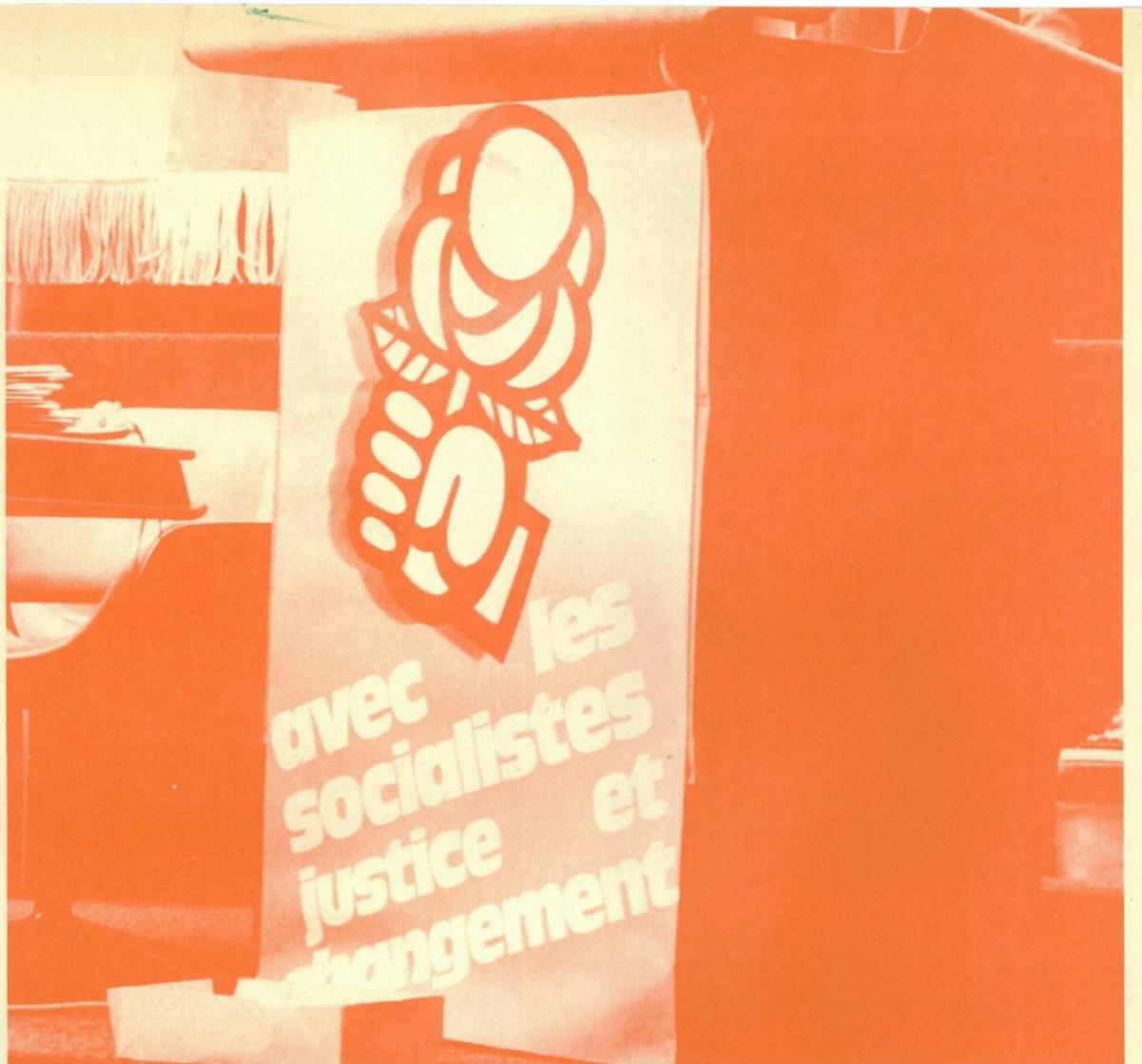
Pour "pacifier" le Nord, un plan spécial, le ZEN (*Zona Especial Norte*) a été élaboré. Il prévoit la mise en place d'un réseau d'indicateurs et d'une centrale informatique pour ficher tous les Basques "radicaux" (soit environ 25 o/o de la population).

Le Parti démocrate-chrétien basque (*Partido Nacionalista Vasco*) décrit ainsi ce nouveau Noske¹ espagnol dans son journal *Deia* : "Barrionuevo (nom du ministre, réd.) est un policier civil, avec une mentalité de garde civil et un cerveau IBM. Il vit dans un monde de béton et de pistolets, se situe totalement aux antipodes du processus de libéralisation de la société, car il limite les droits et les libertés pour garantir sa propre conception de l'ordre".

Pour lutter contre l'ETA, il considère qu'une "sale guerre" est tout à fait justifiée. C'est ainsi que sa police tenta récemment, mais en vain, d'enlever le réfugié basque Larretxea pour le ramener de France en Espagne.

CHÔMAGE ET LICENCIEMENTS

Sous le gouvernement du PSOE, le nombre des chômeurs a crû de 120 000 unités, atteignant ainsi le total de 2,3 mil-



Interfoto

Europe :

QUAND LA
SOCIAL-DÉMOCRATIE
GOUVERNE

Qu'y a-t-il de commun entre la France, la Grèce, le Portugal et l'Espagne ? Dans tous ces pays la social-démocratie est au gouvernement, seule ou avec d'autres. Et qu'est-ce que ces différents gouvernements ont de commun ? Leur politique, faite d'austérité rigoureuse, d'attaques aux droits, aux libertés et aux acquis de la classe ouvrière, d'alignement international sur le camp impérialiste, bref une politique classique-bourgeoise. Sous cet angle-là, il y a bien une solidarité social-démocrate internationale.

Les travailleurs qui ont porté au pouvoir ces partis doivent aujourd'hui, pas à pas, commencer à se défendre contre "leur" gouvernement. Il semble même que la social-démocratie ne puisse agir positivement que lorsqu'elle retombe dans l'opposition. Comme en Allemagne fédérale où le SPD s'est prononcé clairement contre le stationnement des nouveaux missiles américains (cf. notre article en page 9). C'est dans ces cas qu'il faut prendre la social-démocratie au mot, qu'il faut se donner tous les moyens nécessaires pour que ses membres se battent aussi pour la réalisation de telles revendications. Afin qu'elle ne puisse pas simplement les utiliser comme marchepied électoral, pour ensuite mieux s'en débarrasser une fois de retour "aux affaires".

lions. Seuls 26 o/o d'entre eux touchent des allocations de l'Etat. Felipe Gonzales a pourtant eu le culot d'accuser, dans un récent discours parlementaire, les travailleurs agricoles andalous — qui, avec leur famille, connaissent la misère et la sous-alimentation — d'utiliser ces indemnités pour s'acheter des voitures particulières !

Dans son *Livre blanc*, le ministre de l'Industrie, Solchaga, prévoit une "restructuration et une modernisation" radicales de l'économie espagnole sur le dos des travailleurs. Recourant à la tactique classique du salami (tranche par tranche), le PSOE veut d'abord fermer l'entreprise sidérurgique de Sagunto, pour ensuite faire suivre ce premier pas de "15 autres Sagunto" (Solchaga dixit). A cause de la réaction combative du personnel de l'entreprise et surtout des membres de leur famille, à cause des 700 000 signatures récoltées contre la fermeture, il n'est pas sûr que le gouvernement "socialiste" puisse réaliser son plan capitaliste comme il l'entend.

La résistance à la politique du PSOE est forte, mais fractionnée géographiquement et par thèmes. Elle s'exprime dans le mouvement pacifiste, dans les grèves générales locales contre les fermetures d'entreprise, dans les manifestations ouvrières combatives, dans la grande marche pour la réforme agraire en Andalousie, dans la manifestation géante contre la répression en Euskadi, dans les manifestations du mouvement des femmes qui repoussent une loi sur l'avorte-

ment insuffisante. On verra lors des élections aux parlements de l'autonomie au printemps 1984 jusqu'à quel point cette profonde insatisfaction se répercutera électoralement.

Jo Lang

1. Social-démocrate, chargé de la répression de la révolution allemande de 1918. Responsable de l'assassinat de Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht.

Portugal :

PIRE QU'AVANT

Parmi les centaines de milliers de salariés portugais qui durant les mois passés, à l'appel de la centrale syndicale communiste CGTP-Intersyndical, sont descendus dans la rue pour protester contre la politique d'austérité du gouvernement, nombre d'entre eux avaient voté au printemps pour le Parti socialiste (PS) de Soares. Lors des élections du 25 avril, le PS et dans une

moindre mesure le Parti communiste (PC) progressent : ensemble ils gagnent plus de 10 o/o des voix et disposent d'une confortable majorité de près de 55 o/o des suffrages. Cette majorité ne trouve cependant aucune traduction politique, non seulement à cause de l'attitude sectaire du PC, mais surtout à cause de l'option prise par le PS, avant les élections déjà, de former dans tous les cas un gouvernement de coalition avec un parti bourgeois.

Cette coalition fut effectivement formée, avec le PSD (Parti social-démocrate), qui participait déjà aux gouvernements précédents, purement bourgeois.

Depuis la formation du gouvernement de coalition, le 6 juin, les Portugais ont reçu quasiment tous les jours un paquet d'économies bien ficelé. Mentionnons ici le décret fiscal qui introduit une taxe spéciale rétroactive de 2,8 o/o sur les salaires de janvier à septembre. Cette attaque aux salaires est accompagnée d'une autre mesure : la compensation du renchérissement ne pourra pas dépasser le 80 o/o de ce dernier. La réalisation de ces mesures, en odeur de sainteté auprès du FMI (Fonds Monétaire International) amène le PC à parler, à juste titre, d'un gouvernement "PS-FMI".

L'attaque tous azimuts de Soares — prétendant le mieux placé à la présidence de la République pour les élections de 1985 — ne s'arrête même pas aux acquis de la période pré-révolutionnaire de 1974-1975 : l'interdiction — de fait — de licencier doit être abolie et de nombreuses entreprises nationalisées rétrocedées au secteur privé. Il s'en prend ainsi à des thèmes qui étaient encore tabou pour les gouvernements purement bourgeois qui l'ont précédé. La seule autorisation de licencier à bien plaisir devrait avoir pour effet d'entraîner 100 000 licenciements jusqu'à la fin de l'année. Le projet de reprivatisation permettrait au gouvernement de briser le monopole de l'Etat dans une série de secteurs (les banques, les assurances, le ciment, les engrais). Cela aussi aurait pour conséquence des milliers de licenciements supplémentaires.

Parallèlement, le gouvernement essaie (par exemple en multipliant les annonces pleine page dans l'hebdomadaire US *Business Week*) d'attirer les capitaux étrangers dans le pays. En mettant en valeur la seule matière première dont le pays soit richement doté et qu'il exporte depuis des décennies en Europe : la force de travail à bon marché. Selon l'avis clairement exprimé du FMI, le Portugal doit saisir la "chance" de devenir un pays d'exportations à bas prix, comme le Brésil ou la Corée du Sud. Pour l'instant, toutefois, aussi bien le gouvernement que le FMI ont oublié un élément dans leur calcul : les travailleurs. Par de puissantes démonstrations comme celle du 15 octobre, par des luttes ouvrières tenaces, les syndicats se battent contre la restriction des droits syndicaux et l'attaque aux salaires. L'issue de cette confrontation est encore largement ouverte.

Giorgio Dhima

Grèce :

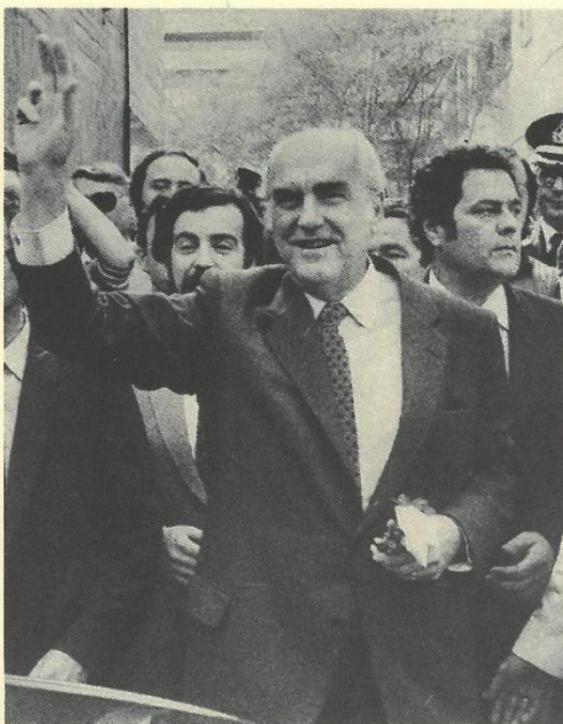
DES PROMESSES À N'EN PLUS POUVOIR

Il y a environ deux ans, dans une atmosphère de liesse, Andreas Papandreou et son Mouvement panhellénique socialiste (Pasok) étaient portés au gouvernement lors des élections générales. Pour arriver à cette fin, le Pasok dut faire assaut de démagogie à gauche. Comme on pouvait s'y attendre, les actes sont restés bien en arrière des déclarations tonitruantes.

Le Pasok s'était lancé dans les élections de 1981 avec un mot d'ordre général "un contrat avec le peuple". Pour illustrer ce contrat, il avançait des slogans comme "Non aux bases de la mort" (il s'agit des bases militaires US); "Sortons de l'OTAN"; "Sortons du Marché commun des monopoles"; "A bas la politique d'austérité de l'oligarchie financière"; "Pour la représentation proportionnelle".



Manifestation contre la refonte du droit de grève. Sur la banderole, on peut lire : "Non à ce projet de loi anti-ouvrier, qui lie les mains des travailleurs !".



Andreas Papandreou au moment de sa victoire électorale.

Après son élection, Papandreou s'est rapidement ravisé. Il n'est pas sorti de l'OTAN; dans le Marché commun, il a même pris des fonctions importantes (président du Club des Dix); le système électoral ne sera pas "pour l'instant" modifié — malgré toutes ses imperfections, il a quand même porté le Pasok au gouvernement.

Quant aux deux autres points, c'est pire encore. La politique d'austérité du gouvernement Papandreou ne pouvait pas être plus incisive : dévaluation brutale du drachme, gel des salaires et des traitements (y compris dans l'économie privée), interdiction de négocier des contrats collectifs, restriction sévère du droit de grève dans le secteur public. Cette dernière mesure a entraîné des protestations de masse contre le gouvernement social-démocrate cet été. Des centaines de milliers de manifestants descendirent dans les rues d'Athènes, durant une grève générale, pour défendre ce droit élémentaire du mouvement ouvrier. Les syndicats, en partie dirigés par les communistes, s'opposent clairement à cette politique d'austérité qui s'en prend directement aux droits et aux libertés des travailleurs. Après le Parti communiste (PC) dit de l'extérieur (fidèle à Moscou), le PC dit de l'intérieur ("eurocommuniste") a aussi cessé d'apporter son soutien de fait au gouvernement. Même Papandreou a dû lui-même reconnaître, lors d'une séance du Comité central du Pasok, que sous son gouvernement "la vie quotidienne de l'individu" ne s'était pas améliorée.

Voilà bien le "grand changement" aujourd'hui, plus de deux ans après la victoire électorale, à mi-chemin du mandat parlementaire... Mais le chapitre le plus sombre, c'est encore celui des bases militaires américaines, avant-postes au sud de l'Europe de la politique agressive de Reagan modulée par l'OTAN. La campagne contre ces bases avait contribué de manière décisive à l'élection de Papandreou. Les masses grecques ne voulaient pas de ces bases et elles pouvaient enfin le dire par les urnes. Qu'en est-il advenu ? Après de "longues et difficiles" négociations, un accord américano-grec sur les bases militaires a été signé le 15 juin 1983. Son contenu officiel n'a pas été révélé à l'opinion publique. Par contre, le Pasok a lancé une énorme campagne démagogique, expliquant que les bases américaines allaient bientôt être "éloignées". D'après toutes les sources informées, c'est le contraire qui est vrai ! Les bases ne seront pas démantelées, au minimum pas avant sept ans. En réalité, il n'existe aucun plan de démantèlement de ces bases. Une citation de la *Nouvelle Gazette de Zurich* (*Neue Zürcher Zeitung*, NZZ) dit bien tout ce qu'il y a à dire à ce propos : "Andreas Papandreou poursuit sur cette question (celle des bases, réd.) une politique pro-occidentale, qu'il habille toutefois de neutralité. Son accord avec Washington se distingue à peine, sur l'essentiel, des conceptions du gouvernement de la Nea Dimokratia (opposition de droite, réd.). Simplement, Papandreou, passé maître dans l'art de la publicité, arrive mieux à le faire accepter par le peuple — ou du moins par une partie du peuple." (NZZ, 20 juillet 1983).

Papandreou et le Pasok ont accumulé les promesses électorales sur un programme de gauche, parce que le peuple grec pense et se sent à gauche. Aujourd'hui ces promesses ne sont plus qu'un lest dont il faut se débarrasser le plus rapidement possible. Mais cela n'est pas facile. De fait le gouvernement mène une politique de droite classiquement bourgeoise. Pour la faire passer, il l'habille de vêtements somptueux. Lorsque le peuple réalisera que ces habits ne font pas le moine, le Pasok aura perdu toute utilité aux yeux de la bourgeoisie. Pour prévenir la vague réactionnaire qui ne manquera pas de suivre, l'organisation indépendante du mouvement ouvrier est dès aujourd'hui une tâche hautement actuelle de toutes les forces progressistes et révolutionnaires.

Willi Hänni

France :

Mitterrand dans la foulée de Reagan

"La dissuasion, c'est moi !" Cette déclaration télévisée de François Mitterrand serait à classer au musée des "petites phrases" qui alimentent la politique et la polémique française... depuis Louis XIV, si elle n'avait une portée pratique immédiate. L'homme qui a combattu le "régime présidentiel" gaulliste l'incarne aujourd'hui à la perfection. Et à la plus grande satisfaction de l'opposition de droite, du gouvernement américain et de l'OTAN.

"Les missiles sont à l'Est, les pacifistes à l'Ouest", ajoute Mitterrand pour justifier les Pershing/Cruise comme le propre armement nucléaire français. Formellement indépendant du commandement intégré de l'OTAN, celui-ci n'est pas moins "une contribution propre au renforcement global de la dissuasion de l'Alliance", comme le reconnaissait l'OTAN en 1974 à Ottawa. Mais dans toute la confrontation sur les euromissiles, Mitterrand comme Reagan, Kohl et Thatcher ont refusé de prendre en compte les forces nucléaires françaises et britanniques. Qu'a dit à ce sujet le socialiste allemand Hans-Jochen Vogel, dans le débat du Bundestag sur l'installation des missiles : "Il faut inclure les 162 fusées françaises et britanniques dans les négociations. Ces systèmes existent. Ils sont braqués vers l'Est. Les Etats-Unis accepteraient-ils, eux, d'ignorer la présence de 162 fusées soviétiques ou de leurs alliés dans les Caraïbes ou en Amérique centrale ?" Tous les missiles ne sont pas à l'Est !

Sous couvert de "défense de la France", le gouvernement du PS et du PC participe ainsi directement au surarmement des puissances impérialistes.

L'Institut de recherche pour la paix de Stockholm (SIPRI) souligne, dans son rapport pour 1982, le prix qu'ont à payer les travailleurs français : "En France, on a cherché à valoriser de manière quasi nationaliste la nature indépendante de la force de frappe. Bien que les forces françaises coûtent beaucoup plus cher que les forces britanniques, le consensus au sujet de leur nécessité s'est étendu, ces dernières années, à une grande partie de la gauche." Rien ne manque au menu : nouveaux sous-marins, nouveaux avions, nouvelles têtes nucléaires. Le SIPRI conclut : "A la fin de la décennie, les plans de perfectionnement des forces actuelles pourraient, théoriquement, amener la Grande-Bretagne et la France à un total de plus de 2 000 têtes nucléaires pouvant être lancées sur le territoire de l'URSS. C'est bien plus que la base minimum requise pour une attitude dissuasive."

Au moment où des millions d'Européens se mobilisent contre le surarmement nucléaire, où le SPD et le Labour Party, forcés par ces mobilisations, s'opposent aux Cruise et Pershing, Mitterrand répond, avec le mépris de n'importe quel Bonaparte : "c'est moi qui décide". Et il décide de réarmer au prix fort, malgré deux millions de chômeurs. Quant à Marchais, il n'y trouve rien à redire, constatant "un seul point de désaccord, limité et précis" (la prise en compte des forces françaises et britanniques dans les négociations), avalant pour le reste "l'essentiel de la position française".

Or la position du gouvernement français ne se limite pas à l'armement nucléaire. Le Monde du 20/21 novembre étale en première page la nouvelle proposition "dissuasive" de Mitterrand : la Force d'Action Rapide ! Copie directe de la "force d'intervention rapide" que les USA ont mise sur pied pour intervenir dans le monde entier, spécialement contre les révoltes des peuples dominés des anciennes colonies, la FAR du socialiste poursuit les mêmes buts : "Forte de 47 000 hommes lorsqu'elle sera définitivement constituée à partir de régiments d'hélicoptères, de blindés légers et d'infanterie antichars, la FAR est destinée à s'opposer, aux côtés des forces de l'OTAN, à des actions blindées et mécanisées d'un agresseur sur le théâtre centre-européen ou à venir en aide, outremer, à des gouvernements avec lesquels la France a signé des accords de défense." Et comme ces gouvernements, marionnettes pourries de la décolonisation comme au Tchad ou au Liban, ne sont pas dans le voisinage immédiat de l'hexagone, l'armée française s'entraîne pour des vols sans escale sur 6 000 kilomètres pour atteindre directement N'Djamena, Ouagadougou, Téhéran, Bagdad... voire même quelques villes d'Union soviétique ! Que ce soit Mitterrand lui-même ou son successeur, la bourgeoisie française et internationale saura gré au socialiste d'avoir mis sur pied l'armée de guerre civile contre les peuples dominés et les peuples européens !

En avril 1981, Mitterrand disait que "la France doit donner au monde un autre signal de sécurité et de solidarité que celui des Transall, Jaguar et autres Alouettes." L'alouette Mitterrand n'a pas fait le printemps ! Sa rose a vécu ce que vivent les roses. Il ne reste que le poing : non pas celui des travailleurs, mais celui de la bourgeoisie qui s'arme et se réarme contre le droit des peuples à lutter pour leur libération.

M. Thévenaz, 28 novembre 1983

Une drôle de défense générale...

Depuis quelque temps, le gouvernement est obsédé par la politique de sécurité. Cela se traduit par l'achat d'armes de plus en plus complexes (pour s'aligner sur l'OTAN), ainsi que par les projets de développement d'une défense générale. Que se cache-t-il sous ce terme ?

Le rapport Meyer le définit de la manière suivante : "C'est l'organisation et la coordination des mesures et des moyens civils et militaires en vue d'atteindre ces objectifs (de politique de sécurité)" (Rapport en vue d'une consultation concernant la participation de la femme à la défense générale (dit rapport Meyer), p. 6). Les "mesures et moyens" vont de la politique étrangère et de la protection civile jusqu'à la défense nationale économique (assurer le fonctionnement de l'économie), en passant par la "protection de l'Etat". A ce sujet, le rapport ne saurait être plus clair : "Par protection de l'Etat, on entend l'ensemble des mesures destinées à protéger les institutions démocratiques de notre Etat de droit, à maintenir la tranquillité, l'ordre et la sécurité publique dans le pays et à sauvegarder nos relations avec d'autres Etats ainsi que notre neutralité" (rapport Meyer, p. 7). Et tant pis pour ceux qui pensaient que la défense générale avait pour but de protéger la population ! Il s'agit au contraire de l'empêcher d'exprimer tout mécontentement, de réprimer tout mouvement de protestation à l'intérieur du pays. Traduit en clair, la défense générale sert à maintenir l'ordre bourgeois, celui qui permet aux patrons de licencier qui bon leur semble et de payer les femmes 30 o/o de moins que les hommes. Grâce aux "bonnes relations" avec d'autres Etats, ils peuvent continuer à affamer le Tiers Monde et à vendre des armes aux dictatures.

Au fond, ce n'est pas une surprise, l'armée bourgeoise, en Suisse, a toujours été utilisée pour maintenir l'ordre interne (cf. encart). D'autre part, c'est un des lieux privilégiés d'endoctrinement de la population : les valeurs morales bourgeoises telles que le respect de la hiérarchie, la compétition, la virilité et son corollaire le sexisme, la défense de la patrie, sont distillées à hautes doses durant les écoles de recrues et autres cours de répétition. La défense générale, qui touche tous les secteurs sociaux et économiques, ne constitue qu'une extension de l'armée, donc des valeurs qui sont véhiculées à l'intérieur de cette dernière : le DMF (Département Militaire Fédéral) veut une militarisation totale de la société !

Militariser les femmes ou l'égalité à la mode bourgeoise

Les projets des militaristes, parlementaires bourgeois et officiers confondus, ne peuvent être imposés tels quels à la population. D'autant plus que les budgets militaires que ces messieurs se sont alloués dernièrement suscitent de plus en plus de mécontentement dans le public.

"Pour assurer les tâches prévues par la défense générale, les femmes sont toutes désignées, ont-ils pensé dans leur petite tête, cela d'autant plus que certaines d'entre elles commencent à devenir ennuyeuses avec leurs revendications qui pourraient faire tâche d'huile !" Depuis treize ans donc, les efforts se poursuivent pour embrigader les femmes. En 1981, l'inscription de l'égalité des droits

Quelques hauts faits de l'armée

Sans revenir aux années d'avant-guerre, où l'armée s'est illustrée dans la répression de grèves et de manifestations, rappelons qu'elle était prête à intervenir en 1968 à Zurich, durant les émeutes du "Globus". A Kaiserstuhl, en 1975, une école de recrues, puis une école de sous-officiers avaient été stationnées près du site prévu pour la centrale nucléaire, alors que les manifestants occupaient le terrain. Actuellement, le gouvernement argovien s'est déclaré prêt à demander l'intervention de l'armée pour imposer la construction de la centrale.

Du côté du sexisme, l'armée est une véritable figure de proue : les scandales des tirs d'officiers sur des cibles-femmes nues et de l'engagement de strip-teaseuses pour "agrémenter" une soirée de compagnie ne sont que les exactions connues publiquement.

Rapport Meyer :

Nous n'irons pas à l'armée

Intégrer les femmes à la défense générale est une vieille idée des militaristes suisses. Depuis 1970, rapports, motions et consultations se suivent. Le dernier rapport en date, celui de la commission Meyer, constitue le projet le plus élaboré qui ait vu le jour. Il rend la menace d'intégration des femmes réelle et rapidement réalisable.

dans la Constitution fournit un instrument d'action à ces fiers stratèges : ils vont, pour réaliser leur projet, conjurer l'égalité des droits avec égalité des devoirs !

Le ton du rapport Meyer ne laisse planer aucun doute : c'est en essayant de flatter les femmes au sujet de leurs droits qu'on veut les convaincre de se laisser militariser. Autrement dit, grâce à l'égalité, les femmes pourront apprendre à se taire et à s'investir pour la défense de la patrie. Voyons cela de plus près : "(...) de plus en plus de mères souhaitent être partiellement déchargées par le père de l'éducation des enfants afin d'avoir la possibilité de faire valoir leurs aptitudes dans d'autres domaines et de se rendre utiles autrement qu'en qualité de mères." (rapport Meyer, p. 19). "On estime notamment que les droits et les devoirs des individus ne doivent plus découler de leur sexe, mais bien plutôt correspondre à ce dont chacun d'eux est capable." (idem, p. 20) Et voici le fin du fin dans l'argumentation du rapport : "Toutefois, le principe du partage équitable des tâches entre hommes et femmes n'a jusqu'ici joué aucun rôle en matière de défense générale. Il conviendrait pourtant de se demander si un Etat moderne peut encore se passer de permettre aux femmes de manifester leur manière de voir et leurs aptitudes spécifiques quand il s'agit de contribuer au bien commun dans des circonstances susceptibles de mettre en cause l'existence même de la population. Et, ne devrait-on pas craindre que les femmes n'ayant pas bénéficié d'une instruction sur la manière d'affronter des situations extraordinaires, se trouvent alors nettement défavorisées ?" (idem, p. 20).

Quelle grandeur d'âme chez les commissaires du rapport Meyer ! Cette description idyllique de la société suisse, où seule la défense générale a omis le principe de l'égalité, s'écroule bien vite lorsque nous la confrontons à la réalité. Les aspirations des femmes à l'amélioration de leur statut se voient sans cesse rejetées. Depuis quelque temps, ce sont même leurs maigres acquis qui sont remis en question :

— la dixième révision de l'AVS prévoit l'augmentation de l'âge de la retraite des femmes de 62 à 63 ans.

— La révision de la loi sur l'assurance maladie ne corrige pas la différence de primes entre hommes et femmes, qui est de 10 o/o plus élevée pour ces dernières.

— L'initiative pour une protection de la maternité a été rejetée par le Conseil national, prétendument à cause de son coût trop élevé. Quelques heures auparavant, les parlementaires avaient accepté un crédit cinq fois supérieur (5 milliards) pour l'achat de chars blindés à l'armée.

— Le droit des femmes à un travail salarié est remis en cause par la crise économique : les femmes constituent le 60 o/o des licenciés dans les régions horlogères, alors qu'elles ne forment qu'un peu plus du tiers de la main-d'œuvre. Les femmes mariées subissent des pressions pour quitter leur

emploi ou, chômeuses, pour qu'elles renoncent à leur droit aux prestations du secours de crise.

— L'égalité des salaires n'existe toujours pas.

Nous pourrions continuer cette liste de faits, qui témoignent à quel point les droits les plus élémentaires des femmes sont bafoués. La démagogie écoeurante et les inepties du rapport Meyer ne font qu'ajouter au mépris que la bourgeoisie porte aux femmes. Accepter le projet d'intégration des femmes à la défense générale ne ferait qu'entériner cette situation, étant entendu que la militarisation vise au maintien de l'ordre, autrement dit au statu quo. Les appels à la défense de la patrie deviennent franchement ridicules : les femmes n'ont aucune patrie à défendre, surtout dans un système capitaliste où l'égalité des devoirs est partout présente, l'égalité des droits jamais !

Une tentative de séduction ratée

Par sa démagogie, le rapport Meyer trompe beaucoup de femmes en laissant entendre qu'elles pourraient être utiles en cas de catastrophe et plus particulièrement si une guerre éclatait. Or, lors de catastrophes (inondations, tremblements de terre, etc.), il y a suffisamment d'organismes qui mettent sur pied des équipes de secours. Les femmes qui s'intéressent à ces activités peuvent les contacter : il n'est pas nécessaire de passer par le DMF ! Pour ce qui regarde une guerre, qui sera forcément nucléaire, la bourgeoisie entretient des illusions dans la population quant aux possibilités de survie. Evidemment, la construction d'abris anti-atomique rapporte des bénéfices; alors tant pis s'ils sont inutiles.

Cela dit, l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) a rendu public un rapport qui met en évidence les conséquences d'une guerre nucléaire (Le Monde, 3 août 1983), notamment en ce qui touche les mesures de protection civile : les hôpitaux seraient détruits, les survivants, y compris le personnel sanitaire, saisis de panique ou de prostration. Ce qui pourrait subsister des secours ne pourrait s'approcher à cause des radiations. A cela s'ajoute le développement de maladies se déclarant plusieurs jours ou semaines après l'explosion, les épidémies résultant de la désorganisation. Les conséquences écologiques (contamination des eaux, désertification des terres) feraient que "des millions de ceux qui auraient survécu à l'explosion et à ses suites immédiates mourraient de faim et de malnutrition au cours des années suivantes". Voilà qui montre encore une fois que l'intégration des femmes à la défense générale n'a rien à voir avec une quelconque protection. L'objectif est de bâillonner cette couche de la population qui a de multiples raisons d'être mécontente. Dans ce contexte, aucune des propositions du rapport Meyer (cf. encart) n'est acceptable, qu'elle soit basée sur le volontariat ou l'obligation.



photo la brèche

Le rapport Meyer n'est pas une vaine menace

Les applications des variantes du rapport ne nécessitent aucun vote populaire, mise à part l'obligation générale de servir. Les autres projets peuvent entrer en vigueur par simple modification de lois cantonales. C'est déjà le cas aujourd'hui avec le service sanitaire coordonné, sorte d'avant-garde de la militarisation des femmes. Les cantons sont chargés d'inscrire dans leur loi la possibilité de recourir au personnel médical en cas de catastrophe; celui-ci sera obligé de participer. D'autre part, le personnel infirmier devra suivre des cours de médecine de guerre.

Le premier pas étant déjà fait, le gouvernement n'attend que la fin de la période de consultation pour annoncer ses décisions. Il nous reste jusqu'au 31 décembre pour envoyer nos prises de position contre l'intégration des femmes à l'armée. Il est extrêmement important que cette consultation se transforme en action de protestation; c'est le dernier moment pour empêcher les militaristes de faire main basse sur la moitié de la population qui leur a échappé jusqu'à maintenant !

A. Leduc

Prises de position à envoyer à : Office central de la défense, 3003 Berne.

Les diverses possibilités d'intégration

1. Volontariat

Il y a trois variantes : la première selon la formule actuelle (SCF, service Croix-Rouge et protection civile) et pour laquelle l'armée fait de la propagande jusque dans les cinémas. La deuxième possibilité prévoit l'élargissement à d'autres domaines comme la défense économique et les services coordonnés. La dernière solution prévoit simplement une instruction de protection civile.

2. Le service obligatoire à la préférence de la commission Meyer, notamment parce que le service volontaire ne réussira jamais à enrôler suffisamment de femmes pour satisfaire aux "besoins" de la défense générale. Il y a cinq variantes allant de l'enseignement scolaire obligatoire de la politique de sécurité, jusqu'à l'obligation générale de servir, avec cours de répétition. Une de ces variantes prévoit l'enrôlement des femmes de la santé, de l'enseignement et de l'administration; cette proposition est déjà partiellement réalisée avec le service sanitaire coordonné.

Le rapport ne mentionne pas le coût de la réalisation de chacune de ces variantes.

Euromissiles :

« Il est faux, M. Kohl, que vous ayez tout fait pour empêcher la course aux armements. La réduction à 140 fusées SS-20 proposée par M. Andropov constitue indiscutablement un élément nouveau et important (...). Il faut inclure les 162 fusées françaises et britanniques dans les négociations de Genève. Ces systèmes existent. Ils sont braqués vers l'Est. Les USA accepteraient-ils, eux, d'ignorer la présence de 162 fusées soviétiques ou de leurs alliés dans les Caraïbes ou l'Amérique centrale ? »

Ces propos, de Hans-Jochen Vogel, chef du groupe parlementaire du SPD (Parti social-démocrate) allemand au Bundestag, illustrent le revirement spectaculaire accompli par ce parti sur la question du stationnement des Cruise et Pershing II en Europe occidentale.

La double décision de l'OTAN, qui est à la base du stationnement, fut élaborée de 1977 à 1979 par le SPD, alors au gouvernement, et son chancelier, Helmut Schmidt. A l'occasion du Congrès de Cologne du SPD les 19 et 20 novembre derniers, seuls 14 délégués, dont Helmut Schmidt, sur les 400 présents se sont opposés au rejet du stationnement des nouveaux missiles.

Le revirement du SPD

Pour expliquer son revirement, la direction du SPD a surtout souligné que les Etats-Unis n'avaient pas négocié sérieusement, alors que la double décision avait justement pour but d'imposer une véritable négociation. Cette argumentation a l'avantage de donner l'image d'un SPD fidèle à lui-même, qui n'a pas changé de position fondamentale. Cela est évidemment faux. Il y a eu revirement, et il est important. Pourquoi ?

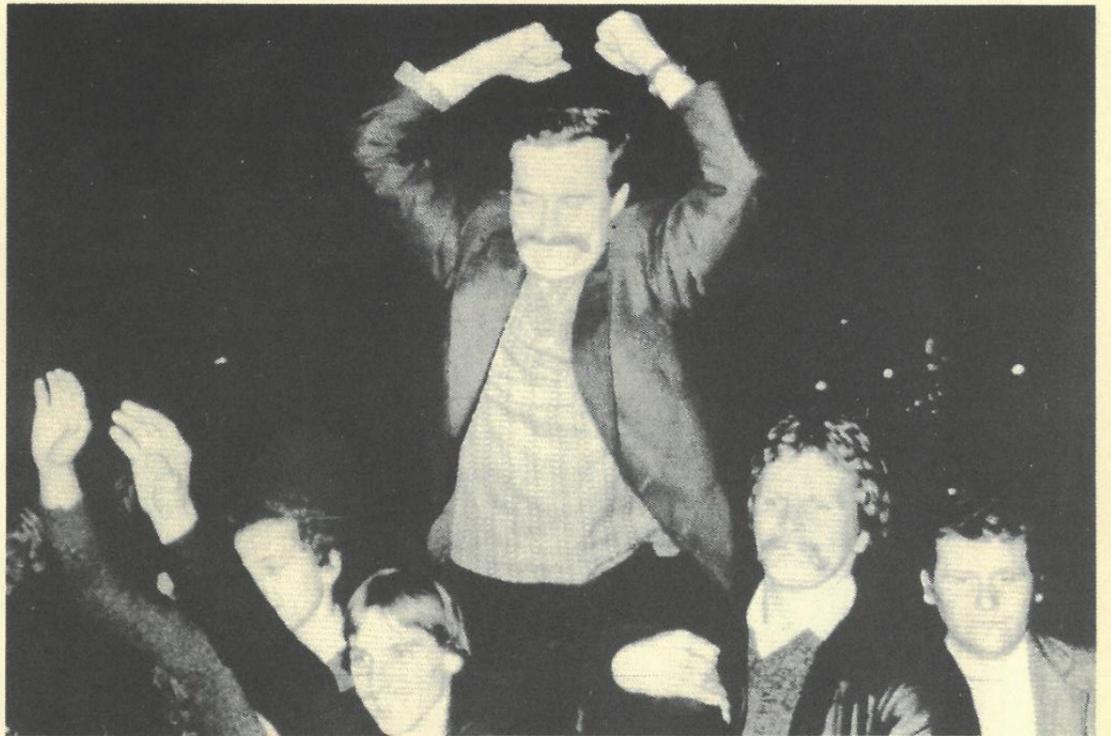
Premièrement, le mouvement de la paix en RFA est le plus important mouvement extra-parlementaire indépendant de l'après-guerre et il n'a pas transigé sur l'idée simple que les missiles ne devaient en aucun cas être stationnés. Cette préoccupation a acquis une audience majoritaire en RFA (République fédérale allemande) et dans les rangs du mouvement syndical et du SPD. La pression de la base du SPD était telle que toute acceptation du stationnement aurait provoqué des déchirures très profondes, voire irréparables, dans le parti.

Deuxièmement, la défaite électorale du SPD et la percée parlementaire du parti des Verts ont entraîné un tournant à gauche du SPD. Le but avoué de Willi Brandt, président du SPD, est de récupérer à son profit le potentiel protestataire qui s'est exprimé, avant tout dans la jeunesse salariée, dans l'élection des Verts au Bundestag. Une fois arrivé au pouvoir, il sera toujours temps pour le SPD de passer aux "affaires sérieuses".

C'est l'exemple ou le schéma, en tout cas, qui nous est fourni par les PS français, espagnol, italien et portugais qui sont tous arrivés au gouvernement, portés par un sentiment protestataire, pour ensuite pratiquer une politique d'austérité et d'alignement presque complet sur Reagan et l'OTAN.

C'est dire que les partis formant l'Internationale socialiste en Europe sont profondément divisés. D'un côté, il y a les PS gouvernementaux, pratiquant l'austérité et le réarmement, à l'instar de leur petit frère helvétique, le PSS. De l'autre côté, il y a les PS oppositionnels préparant leur retour aux affaires et qui, pour ce faire, sont obligés de refléter la pression populaire contre le réarmement et l'austérité. Il faudra bien, cependant, que ce cercle vicieux soit une fois brisé, si l'on veut véritablement combattre les dangers de guerre et la politique de crise et d'austérité de la bourgeoisie.

André Meylan



Lech Walesa, un prix Nobel de combat.

Pologne :

Le pouvoir a peur, il craint les travailleurs

Les mois de septembre et d'octobre se sont déroulés sans initiative nationale de Solidarność. Les autorités en ont tiré profit pour occuper avec fracas le devant de la scène. Elles inculpaient et menaçaient de mort les militants du KOR et les sept de Solidarność. Leur procès semblait imminent. Le régime comptait-il sur l'effroi pour faire avaler l'austérité ?

Le 1er novembre, en effet, le rationnement du beurre recommence après cinq mois de suspension. C'est le premier wagon du train de mesures gouvernementales qui devrait démarrer le 1er janvier 1984. Dans les usines, la réaction est immédiate, les réunions spontanées se multiplient.

Jeudi 4 novembre la TKK (direction clandestine de Solidarność) appelle à la mobilisation pour la "résistance et la protestation dans les usines" et invite les commissions ouvrières clandestines à "coordonner et diriger tout mouvement de grève spontané" (toutes les citations proviennent de *Libération* du 22 novembre 1983).

La fièvre s'empare du gouvernement. Le conseil des ministres, convoqué en session extraordinaire, ému de la "détérioration des sentiments des travailleurs", demande "pardon aux citoyens... pour les difficultés et l'énervement".

Zygmunt Lakomiec, ministre du commerce intérieur, accablé de reproches, sacrifie deux boucs émissaires en la personne de deux de ses vice-ministres. De sombres souvenirs hantent les bureaucrates. En 1970, en 1980 les hausses des prix ont précipité le soulèvement ouvrier... et la chute du gouvernement. De fait, le 11 novembre, pour la première fois depuis des mois, à Gdansk, Varsovie et Cracovie, des milliers de manifestants exprimaient leur colère.

Le pouvoir, divisé, navigue à vue. Les mesures qu'il prend en disent long sur ses possibilités.

* Une consultation de l'opinion publique — par voie de presse — propose aux masses de choisir elles-mêmes le moins mauvais de deux projets d'augmentation des prix.

* Les procès des militants du KOR et des sept de Solidarność sont reportés à 1984 et le parlement (*Sejm*) prolonge au 31 décembre 1984 la loi d'amnistie. Les clan-

destins sont — jusqu'à cette date — assurés d'impunité en cas de reddition, de même que les activistes militant à l'étranger s'ils retournent au pays.

* Jaruzelski fait parvenir "à tous les ministres, préfets (voïvodes) et présidents des unions coopératives centrales, des instructions ultra-confidentielles (...) qui doivent être transmises oralement dans le secret le plus total" (sic).

Walesa et le mécontentement

"Notre économie est boîteuse dans tous les secteurs. Le gouvernement n'a rien à proposer à la société. Il ne sera pas question de démocratisation dans un avenir proche. Ce qui nous attend : de nouvelles augmentations de prix, il faudra encore se serrer la ceinture et se priver d'un tas de choses. La crise du logement est généralisée, et ainsi de suite. Les gens ne supporteront pas cela et il se produira une explosion de mécontentement social comme en juillet et août 1980. C'est pourquoi, je le répète avec toute ma conviction, nous devons être préparés le mieux possible théoriquement pour un nouvel Août." (souligné par nous).

Lech Walesa, extrait d'un entretien avec CDN — *Głos Wolnego Robotnika* no 49, du 29 septembre 1983.

En voici quelques extraits :

"A la suite de la récente publication du projet de baisses de prix alimentaires et des consultations sociales, on a noté un accroissement du mécontentement social, qui menace gravement la situation socio-politique."

Les responsables doivent "éviter pendant la période des consultations (jusqu'à fin décembre) toute décision ou action politique, administrative, économique, technique, de propagande ou d'organisation de nature à bouleverser l'opinion sociale et à accroître par là-même la tension sociale politique."

Ils doivent de même éviter les "baisses de prix, limitation de l'approvisionnement du marché et dans les services publics, modification des conditions sociales et d'emploi, mesures disciplinaires, conflits avec l'Eglise, et toutes déclarations trop tranchées dans des questions impopulaires."

Ces mesures "doivent être appliquées non seulement à large échelle mais également dans chaque affaire individuelle" susceptible d'avoir un écho social. Il s'agit "de chercher à adoucir tout incident".

La fissure...

La normalisation a échoué. Solidarność a une force syndicale semblable à celle du mouvement syndical en France aujourd'hui. La réforme économique a connu un échec total. S'il y a, semble-t-il, arrêt dans la chute de la production, c'est au prix de 25 o/o d'inflation et de tensions énormes entre les différents secteurs de la bureaucratie dans les institutions, les administrations et les entreprises.

Le pouvoir a besoin de l'augmentation des prix pour gagner du répit. Si la réforme imposée d'en haut reste son objectif, il ne peut marcher dans ce sens qu'en brisant Solidarność et ses aspirations à la "réforme par en bas", à l'autogestion ouvrière contre le pouvoir de parasites.

En deux mots, le pouvoir spéculé sur le temps pour mater la classe ouvrière et sur l'augmentation des prix pour gagner du temps.

Jaruzelski a répondu le 19 novembre depuis la tribune du plenum du Comité central aux appels à la lutte de Solidarność. Les taxant de "stupidité suicidaire", il traitait les dirigeants du syndicat "d'ignorants, de charlatans marqués par l'analphabétisme économique". L'augmentation des prix est "une opération indispensable bien que douloureuse", concluait le général dans les termes mêmes employés pour justifier son coup d'Etat du 13 décembre 1981. Zbigniew Bujak l'épinglait du tac au tac dans la presse clandestine de la TKK de Varsovie, répétant les appels à la lutte ouvrière.

K. Grünberg

Solidarité El Salvador :

La tâche la plus importante : lutter contre l'intervention US

* ENTRETIEN AVEC RUBEN ZAMORA (FDR/FMLN)



Troupes américaines débarquant à Grenade.

Ruben Zamora, membre de la commission politique et diplomatique du Front démocratique révolutionnaire — Front Farabundo Martí de libération nationale (FDR/FMLN), prit la parole le 22 octobre, à Hambourg, dans le cadre d'une assemblée publique pour la paix. A la suite de son intervention, il s'est entretenu avec des journalistes de *Was tun* (journal de la section allemande de la IVe Internationale) et de *bresche* (organe en langue allemande du PSO). Nous publions ci-dessous l'essentiel de cet entretien (paru dans *Was tun* no 364 et no 365 des 27 octobre et 3 novembre 1983 et dans *bresche* no 236 du 28 novembre 1983).

Cette unification de tous les secteurs ouvriers et paysans se manifeste déjà concrètement dans la vie du pays, par exemple dans l'unité des organisations syndicales et de masse dans ce qu'on appelle le Musyges. On y trouve des organisations qui collaborent avec le FDR, unies à d'autres qui n'ont pas de liens avec le Front. Nous estimons que notre stratégie de large unité des organisations ouvrières peut contribuer à affaiblir et à briser le contrôle exercé par l'appareil d'Etat répressif sur les plus importantes zones urbaines.

* Quelles sont, du point de vue de la lutte de libération au Salvador, les tâches les plus importantes du mouvement de solidarité en Europe occidentale ?

— La tâche la plus importante, ici et partout ailleurs, c'est la lutte pour créer la pression la plus forte possible, des peuples et des gouvernements de l'Europe occidentale, contre l'intervention renforcée me-

née aujourd'hui par le gouvernement US en Amérique centrale.

* Quelle signification le mouvement pour la paix a-t-il pour votre lutte de libération ?

— Je crois que nous ne pouvons pas séparer la lutte contre l'installation des missiles que Reagan veut stationner en Europe de notre propre lutte de libération. Dans les deux questions, il y a le même élément de fond, à savoir la tentative du gouvernement Reagan de rétablir, dans le monde entier, son hégémonie, et cela aussi bien par la terreur nucléaire que par la sujétion des mouvements de libération des peuples dans le Tiers Monde.

* Ici, le mouvement pour la paix vise d'abord les nouveaux missiles de l'OTAN. Que désires-tu dire au mouvement pour la paix et aux travailleurs pour renforcer la solidarité avec votre lutte ?

— Ce que nous voulons vous dire, c'est que nous ne devons jamais oublier la perspective glo-

bale des luttes que nous menons : la lutte pour la paix en Europe et notre lutte de libération se font contre un ennemi commun, contre l'impérialisme. Pour cette raison nous estimons que la solidarité avec les luttes de libération dans le Tiers Monde doit être partie prenante des luttes menées — à partir de ses propres problèmes et dans des conditions qui lui sont propres — par la classe ouvrière européenne. Si nous gagnons, nous affaiblirons l'impérialisme; de même, un succès du mouvement pour la paix contribuerait aussi à l'affaiblissement de l'impérialisme.

* La situation actuelle en Amérique centrale est aujourd'hui plus dramatique que jamais. Quelles en sont les caractéristiques principales au Salvador ?

Ruben Zamora : Les facteurs suivants permettent de décrire, pour l'essentiel, la situation au Salvador : d'abord il y a progrès dans la lutte de libération de notre peuple. Le mouvement de libération démocratique et révolutionnaire a mis en place une stratégie répondant à la stratégie militaire que le gouvernement Reagan veut imposer au Salvador. Notre stratégie est sur le point de l'emporter. D'un autre côté, ce progrès s'accompagne d'une intervention renforcée des Etats-Unis en Amérique centrale.

* Les escadrons de la mort salvadoriens ont récemment multiplié

leurs menaces, contre des journaux, des émetteurs radio, des parlementaires favorables aux négociations. Ils ont assassiné des dirigeants syndicaux et des membres du FDR. L'extrême-droite, regroupée autour du président de l'Assemblée constituante, D'Aubuisson, a-t-elle pris l'initiative politique ?

— Depuis les élections de mars de l'année passée, l'extrême-droite au Salvador est pratiquement légalisée. A travers un long processus, l'extrême-droite a pris un contrôle de plus en plus étendu sur l'appareil d'Etat. Actuellement, alors que se manifestent quelques possibilités de dialogue entre les partis combattant au Salvador, la réaction brutale et terroriste de l'extrême-droite ne s'est pas fait attendre.

* Ces derniers mois, il y a eu de longues grèves au Salvador et même des manifestations de masse. Quelle est leur importance ?

— C'est surtout dans les zones occupées par l'ennemi, à l'intérieur du pays, que l'on a assisté à une renaissance des mouvements de masse — dans les zones libérées, il y a un processus permanent d'activités des masses. Il y a plusieurs raisons à cette renaissance. Premièrement la dégradation manifeste et de plus en plus marquée des conditions de vie des travailleurs. Le Salvador connaît pour la quatrième année consécutive une baisse du produit national. Il y a une inflation de 30 à 40 o/o

par an, alors que les salaires sont bloqués depuis deux ans et demi. Le taux de chômage est de l'ordre de 40 o/o. Cette situation de misère est l'un des motifs principaux de la mobilisation syndicale des masses. Deuxièmement, un autre élément, très important, réside dans le travail du FDR, qui depuis l'été passé s'est investi de manière soutenue pour développer les structures syndicales et de masse.

* Comment réagit le FDR/FMLN dans la situation actuelle ?

— Au niveau militaire, nous répondons par une stratégie qui vise à nous donner l'initiative des opérations militaires. Nous avons pour stratégie de rompre l'équilibre militaire instable qui existe actuellement dans la guerre et de le modifier en faveur des forces combattantes du peuple.

Les activités militaires du FMLN se concentrent sur les zones centrales et côtières du pays, là où l'ennemi cherche à battre les forces du FMLN pour les repousser dans le nord du pays.

Au niveau des activités de masse, nous nous efforçons d'arriver à une large unité des travailleurs du privé et de la fonction publique, au travers d'une plate-forme unissant revendications politiques et économiques, comme la liberté d'opinion, les libertés syndicales et la revendication d'une solution politique négociée.

notes ... notes ...

Israël :

Succès du festival antiguerre de A'hziv

La guerre menée par Israël au Liban a provoqué une importante vague d'opposition au sein même de l'armée sioniste. Le mouvement des soldats *Yesh Gvoul* (Il y a une limite) qui prône le refus de se rendre au Liban en est un bon exemple. Ce mouvement vient, malgré la répression dont sont l'objet ses militants, d'organiser un festival antiguerre à la frontière libanaise, qui a réuni 15 000 personnes. Nous reproduisons ci-après l'article publié à ce sujet dans le numéro d'octobre-novembre 1983 de *Sharara* (L'Étincelle), journal en langue arabe de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), section de l'Etat d'Israël de la IVe Internationale.

Elle ne fait plus la "une" des journaux, les massacres ont fait place à des ratissages plus discrets, et les opérations militaires d'envergure à des opérations de routine. Pourtant, la guerre du Liban se poursuit; le budget gouvernemental et le nombre de soldats mobilisés en permanence de l'autre côté de la frontière nord en font foi. Le fait que l'opération "Paix en Galilée" se soit transformée en un enlèvement au Liban explique sans doute pourquoi le centre de gravité du mouvement antiguerre israélien s'est déplacé vers le mouvement de soldats *Yesh Gvoul* (il y a une limite).

Alors que *Peace Now* (La paix maintenant) et le Comité contre la guerre au Liban connaissent, ces derniers temps, un certain recul dans leurs mobilisations, *Yesh Gvoul* vient d'organiser à A'hziv, près de la frontière libanaise, un festival qui a regroupé plus de 15 000 participants, ce qui représente la manifestation contre la guerre la plus massive depuis le rassemblement de *Peace Now*, le jour anniversaire de l'invasion du Liban, en juin 1983.

Malgré les menaces de boycott et les risques réels de se voir ensuite fermer les portes de la radio et de la télévision, les chanteurs et les groupes les plus célèbres du pays ont répondu à l'appel de *Yesh Gvoul* et se sont produits au bénéfice des

familles des soldats qui refusent d'aller au Liban et qui se voient privés de salaire au cours des semaines, voire des mois qu'ils purgent en prison. Sous la présidence du poète Yehonatah Gefen, on a pu entendre Hava Alberstein, Shalom Hanoch, Arik Sinai, le groupe Benzine et bien d'autres encore, la plupart ne se contentant pas seulement de chanter, mais expliquant aussi la raison de leur présence à A'hziv sous l'immense banderole appelant à "ramener les gars à la maison".

Les participants, jeunes pour la plupart, venaient aussi bien des kibboutz du sud du pays que des villes d'immigrants du nord. On pouvait même voir, assis côte à côte, des soldats libérés récemment de prison pour refus de servir au Liban et des membres de la police militaire qui, quelques semaines plus tôt, étaient encore leurs geôliers... et qui devaient retourner le lendemain à la prison numéro 6, emmenant avec eux des messages de solidarité à ceux qui purgent leur peine.

Le succès de ce festival de *Yesh Gvoul* — la presse israélienne l'a déjà baptisé "*Yesh Gvoulstock*" — s'explique avant tout par l'impact réel des *refuzniks* dans l'armée israélienne, et sur la société dans son ensemble. Car si la guerre est moins spectaculaire qu'auparavant, pour des dizaines de milliers de soldats de réserve, c'est une réalité bien tangible et dangereuse. Comme nous l'a écrit notre camarade Michel Warshawski, qui purge actuellement une peine de 28 jours de détention à la prison numéro 6, "dans chaque unité qui doit partir au Liban, il n'y a qu'un ou deux soldats qui soient prêts à faire de la prison, mais il y en a des dizaines d'autres qui discutent s'il faut effectivement refuser d'y aller, qui hésitent et qui refuseront la fois suivante, ou celle d'après... sans parler des dizaines et des dizaines d'autres qui trouvent des 'combines' pour ne pas y aller. (...) Quoi qu'il en soit, avant d'aller en prison, j'ai participé dans mon unité à des dizaines de discussions sur ce sujet, et pas une fois je n'ai rencontré une réaction carrément hostile. En général, on peut parler de réaction encourageante".



L'armement "lourd" de la guérilla.

Une histoire d'actualité :

DES ANTIMILITARISTES SUISSES DURANT LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

Au moment où la bourgeoisie suisse et ses laquais militaires essaient à tout prix de faire passer leur politique de surarmement, ils brandissent souvent un vieux mythe, celui de la force, de la résolution et de l'efficacité de l'armée suisse durant la Deuxième Guerre mondiale. Selon eux, seule la politique militaire de leurs prédécesseurs aurait sauvé la Suisse de la menace nazie. Le livre de Walter Kern, *Was kümmert uns der Hut ?*¹ vient à son heure pour rappeler quelques vérités historiques élémentaires et servir ainsi la lutte antiguerre de notre époque.

L'ouvrage de Kern est pour une bonne part consacré au procès militaire intenté, à huis clos évidemment, contre un groupe de militants trotskistes, qui eurent le courage de dénoncer les abus les plus grossiers de la hiérarchie militaire et de défendre les revendications socialistes traditionnelles en matière de droits démocratiques des soldats.

Un procès secret durant la Deuxième Guerre mondiale

Nous pouvons ainsi voir à l'œuvre la brutalité cynique de la justice militaire, qui condamna à de longues années de prison les principaux accusés. Bien qu'ils n'aient fait que distribuer quelques douzaines de bulletins hectographiés, ils furent condamnés pour "préparation d'une émeute". Une justice de classe, au plein sens du terme, qui n'hésita pas à défendre un capitaine de l'armée suisse, qualifié de nazi dans la propagande en question, alors qu'il avait depuis lors déserté — avec la caisse de la compagnie — et s'était réfugié sous l'aile protectrice de l'Allemagne hitlérienne.

Nous pouvons aussi prendre connaissance des conditions réelles qui régnaient dans "notre armée", des sévices corporels aux injures, moyens classiques de l'éducation des recrues, en passant par les agissements d'un officier psychopathe, qui ne sera relevé que longtemps après de son commandement.

Pour Kern, ces conditions effectives expliquent aussi la dureté du jugement. Les revendications radicalement démocratiques avancées par les trotskistes auraient pu trouver un terrain favorable dans ce contexte. Et il était insupportable aux juges militaires de lire un appel comme : "Un défenseur (ein Wehrmann) est un homme qui se défend. Soldats, défendez vos droits et ceux de vos frères !".

Ami-ami avec les nazis

Nous apprenons aussi — citations du général Guisan à l'appui — que l'armée suisse était mal préparée et mal dirigée lorsqu'elle mobilisa. Lors de son entrée en fonction, Guisan ne trouva même pas de plans d'opération — par contre il put collectionner les officiers de haut rang pro-nazis, ou incapables, ou physiquement hors course, ou alcooliques complets, ou les quatre à la fois. Il ne s'en débarrassa du reste qu'avec moult précautions.

Ce ne fut vraiment pas la "force" militaire de cette armée qui empêcha Hitler d'envahir la Suisse. D'autres raisons jouèrent bien davantage. Entre autres, l'exportation vers l'Allemagne, par l'industrie suisse, de machines de précision vitales pour l'économie de guerre et de munitions spéciales. En outre, l'Allemagne nazie était très sensible au maintien d'un trafic ferroviaire ininterrompu avec l'Italie fasciste, qui permettait à cette dernière de recevoir des tonnes de marchandises (surtout du charbon) sans lesquelles elle n'aurait pas tenu un mois de plus.

Sur ce point, l'armée suisse joua un certain rôle, puisqu'elle avait prévu la destruction des fabriques d'armement et du tunnel du Gotthard en cas de guerre. L'élimination des officiers pro-nazis par Guisan rendait cette menace crédible. Sa réalisation ne dépendait cependant nullement d'une armée hyper-développée mais bien d'une simple volonté de résistance antifasciste. Elle était effectivement présente dans le peuple et parmi les travailleurs, alors que dans les rangs de la bourgeoisie et même au sommet de la social-démocratie, les premières victoires de Hitler provoquèrent une vague d'adaptation, sinon de ralliement. Walter Kern en

donne des exemples frappants, aujourd'hui bien oubliés...

Une armée de classe

Ce qui fut reproché aux accusés par la justice militaire, leur "propagande mensongère", fut confirmé et "regretté" expressément par le rapport présenté en 1946 par le général Guisan : l'armée suisse est une armée de classe, dans laquelle toutes les fonctions de commandement sont occupées par des bourgeois.

Comme Kern le montre, ce jugement est aussi valable aujourd'hui, même si quelques travailleurs, employés ou paysans se font aspirer par la hiérarchie militaire. "Notre" armée n'est pas celle de la milice de la population laborieuse, mais seulement un instrument, hiérarchiquement organisé, au service de ceux — et ils ne sont pas nombreux — qui ont accaparé la majeure partie de la "patrie".

On le voit très clairement lorsque l'on établit la liste des interventions de l'armée contre "l'ennemi intérieur". La simple énumération de Kern prend plus de six pages du livre et au moins six cas concernent des interventions après 1945. S'y ajoute un cas — révélé récemment par le *Beobachter* — que Kern ne connaissait visiblement pas : en 1953, lorsque des troupes de recrues furent mises de piquet pendant la rébellion des paysans de Saxon, on leur distribua de la munition de guerre. Sauf aux recrues valaisannes, que l'on ne voulait pas obliger à "tirer sur leurs frères" !

Cette armée ne défendra jamais les intérêts réels de l'écrasante majorité des salarié(s) en Suisse. Pas plus qu'elle ne défendit le pays contre ceux qui en accaparent les richesses, en détruisant le paysage, tout en le décorant d'autoroutes, de centrales nucléaires et de places d'armes.

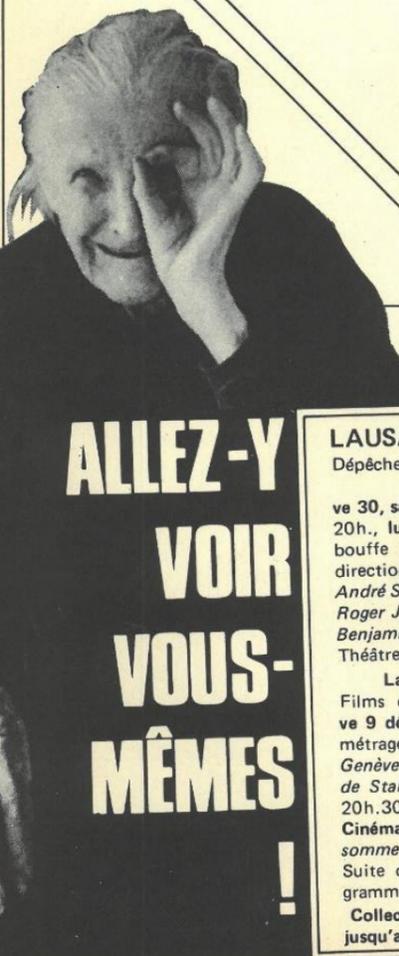
Jost Steiger

1. Paru aux éditions Veritas Verlag, case postale 355, 8031 Zurich, ce livre est le complément bienvenu de l'ouvrage de Max Frisch, *Livret de service*. Espérons que Veritas Verlag ne tardera pas à nous en offrir une version française.



Une armée de classe, comme le rappelle le monument aux victimes du massacre de novembre 32 à Genève.

Interfoto



ALLEZ-Y VOIR VOUS-MÊMES !

LAUSANNE et VAUD

Dépêchez-vous de louer pour le spectacle suivant :

Théâtre Municipal
 ve 30, sa 31 déc., 20h., di 1er, ve 13 janvier 1984, 20h., lu 2 janv., 15h. : *La belle Hélène*, opéra bouffe de Jacques Offenbach; orchestre sous la direction de Jean-François Monot; mise en scène André Steiger; avec Anna Prucnal, Pascal Auberson, Roger Jendly, Jacques Denis, Charles Ossola, Samy Benjamin, etc. Places de Fr. 16.- à Fr. 40.-. Loc. : Théâtre Municipal 021 / 22 64 33.

La Cinémathèque, Casino de Montbenon
 Films de Jacqueline Veuve, me 7 déc., 16h. et ve 9 déc., 18h.30, Cinématographe : trois courts métrages : *Grève générale de 18* (1977, 33 min.); *Genève 9 novembre 1932* (1973, 27 min.); *Lettres de Stalingrad* (1971-1972, 30 min.). me 7 déc., 20h.30, Salle Paderewski et ve 9 déc., 18h.30, Cinématographe : *La mort du grand-père ou le sommeil du juste* (Suisse, 1978).

Suite du Festival de films du Tiers Monde. Programme à la cinémathèque au 021 / 23 74 06.
 Collectif Théâtre Onze, 11, rue des Deux-Marchés jusqu'au sa 17 déc. : *Individuels*, du me 7 au sa 10

déc., 21h. : "1 x de +", de et par Michèle Maillard, du me 14 au sa 17, 21h. : "Eloge de l'ombre", de et par Bruno Rossi. Entrée Fr. 12.-.

Théâtre Boulimie, 4, Place Arlaud
 du ma 6 au sa 10 déc., 20h.45 : *Azimuth et Tremouillé*, du je 15 au sa 24 (je et ve 17h., sa 10h.30 et 15h., di et me 15h. et 17h.) : *Les marionnettes Elzévir* de Nicole Henriod et Jean-Claude Issenmann dans "Le Phare". 021 / 22 97 00.

L'Octogone, de PULLY
 du me 7 au ve 16 déc., 20h.30 (relâche di et lu) : Bernard Haller dans "Vis à vie". Fr. 25.-. Loc. : Service culturel Migros Vaud 021 / 20 26 35.

Théâtre de l'Escalier, NYON
 ve 9 déc., 20h.30 : *Trio Alain Monnier*; A. Monnier, saxo; Olivier Magnenat, basse; Claude Tabarini, vocal-percussions. Fr. 15.-. Org. : Jazz-Nyon.

Aula du Collège, NYON
 di 18 déc., 20h.30 : Albert Mangelsdorf, trombone; Michel Portal, saxo; Léon Francioli, basse et Pierre Favre, batterie. Org. : Jazz-Nyon.

Théâtre Municipal, YVERDON
 je 15 déc., 19h. : *Les aventures de Pinocchio*, de Carlo Collodi, par le Théâtre Populaire Romand.

Cinéma de la Grande Salle, CHEXBRES
 à 20h.30, ma 13, me 14 déc. : *Le testament du Dr Mabuse*, de Fritz Lang (Allemagne, 1933). ve 16, sa 17 : *Cabaret*, de Bob Fosse (USA, 1971).
 Tournée du Théâtre Boulimie, dans "62-82", spectacle d'humour de Lova Golovtchiner. En décembre, le soir à 20h.30. lu 12, Bienne, Théâtre Municipal. ma 13, Monthey, Salle de la Gare. je 15, Môtiers, Salle des Mascarons. ve 16, Sierre, La Sacoche. sa 17, Montricher, Grande Salle.

GENÈVE
Théâtre "Permis C", ruelle du Couchant
 (reliant la rue Villereuse à la rue A. Lachenal) du je 1er au sa 24 déc., 20h.30 du ma au sa et à 17h. le di (relâche lu) : *Le cabaret de chasseurs en exil*, sketches et chansons de et avec Gérard Frédéric et Guner Kaya. 022 / 35 13 19.

Sud des Alpes, 10, rue des Alpes
 à 21h. ve 9 déc. : *Poupin - Pesta - Wespi*. Org. : AMR. sa 10 : *bal masqué de l'AMR*.
 Et un film très beau et très intéressant : *La montagne magique* de Geissendörfer. En attendant de se faire bientôt une overdose de Carmen.

Gérard Menvuça

L'événement

L'expansionnisme

L'explication de la politique syrienne par la volonté d'expansionnisme de Hafez el Assad est la plus commode. Il suffit de prendre une carte de la région et de colorer de la même couleur tous les pays qui entretiennent des relations avec la Syrie. En oubliant soigneusement par exemple la dette extérieure de ce pays (plus de deux milliards de dollars en 1981), épongée pour l'essentiel par l'Arabie saoudite et les Emirats arabes. Pays qui, selon l'hypothèse expansionniste, feraient justement partie de l'objectif global visé par Damas. Pour la première fois dans l'histoire, le débiteur serait ainsi en position de force pour avaler ses créanciers... On oublie aussi du même coup que l'accord de cessez-le-feu à Tripoli a été obtenu par la diplomatie saoudienne, qui ne manquait certes pas d'arguments sonnants et trébuchants pour convaincre la Syrie.

La farce est d'autant plus comique lorsque l'on sait que les ressources financières provenant de la production pétrolière sont un élément clé de la situation au Proche-Orient. Or, en 1981, la Syrie produisait 9 millions de tonnes, contre 46 à l'Irak, 58 au Koweït et 490 à l'Arabie Saoudite (Georges Corm, *Le Proche-Orient éclaté*, Paris, 1983). C'est pourquoi, au fond, les tenants de la thèse expansionniste se rabattent rapidement sur la deuxième explication, celle de la patte de l'ours soviétique dans la culotte du zouave syrien.

Moscou-Damas

Il est en effet incontestable que l'armée syrienne dépend pour une large part de l'aide soviétique. Mais la Syrie obtient cette aide non pas prioritairement à cause de son alignement sur Moscou, mais bien grâce à sa situation de dernier allié de l'Union soviétique dans la région (l'URSS a en effet perdu successivement l'Égypte et l'Irak; en outre les différents Partis communistes de la région ont été sévèrement réprimés — y compris en Syrie). Il n'y a du reste qu'à lire ce qu'écrivent et disent les responsables américains — peu suspects de prosoviétisme — à propos du régime de Hafez el Assad pour se convaincre de l'ineptie de la thèse de la main de Moscou.

Talcott Seelye, ancien ambassadeur US à Damas, explique dans le *Washington Post* (cité par *Libération* du 23 novembre 1983) : il est "dangereux et faux de prendre Hafez el Assad pour ce qu'il n'est pas, un satellite soviétique (...)" "Assad est fondamentalement un modéré qui joue à l'extrémisme" écrivait Seelye, qui affirmait que le président syrien, malgré la présence soviétique dans son pays, contrôle sa politique étrangère et laisse la porte ouverte aux États-Unis". Point de vue partagé par l'influent hebdomadaire américain *Newsweek* qui estime que "l'aide soviétique est cruciale pour les ambitions d'Assad, mais elle n'en fait pas un communiste, ni même une marionnette" (*Newsweek*, no 47, du 21 novembre 1983).

Même le sous-secrétaire d'Etat américain actuel, Lawrence Eagleburger, conseiller no 1 de Reagan pour le Proche-Orient déclare : "Je ne sais pas dans quelle mesure les Soviétiques donnent le ton à Damas. Je crois qu'ils ont une influence considérable, mais je ne crois pas qu'ils décident pour Assad", ajoutant plus loin à propos de ce dernier : "Je suis toujours persuadé qu'Assad au moins fait très soigneusement attention

Proche-Orient :



L'ÉNIGME SYRIENNE

La politique de la Syrie dans le conflit proche-oriental aura désarçonné plus d'un journaliste en mal de simplification. Pour les uns, le régime de Damas n'était qu'un pion de Moscou. Il leur fut alors très difficile d'expliquer les divergences ouvertes entre le Kremlin et la Syrie à propos de l'OLP (Organisation de libération de la Palestine) et du sort de son chef, Yasser Arafat. Pour d'autres le moteur de l'action du président Hafez el Assad résidait dans l'expansionnisme syrien. Un expansionnisme si puissant et évident qu'il est incapable de récupérer la partie occupée — d'une grande importance stratégique — de son propre territoire, le Golan (perdu au profit d'Israël en 1967, récupéré durant quelques jours en octobre 1973, puis reperdu)...

Nous avons déjà apporté quelques éléments de réponse dans le dernier numéro de La Brèche. Voyons plus en détail ce qu'il en est.

à ne pas aller trop loin. C'est un homme très intelligent, qui sait comment engager ses forces, qui sait où sont ses limites, particulièrement celles d'un Etat — de son Etat — qui, disons-le une bonne fois, n'est pour le moins pas une superpuissance." (*Der Spiegel*, no 46, 14 novembre 1983). Voilà un prix de bonne tenue décerné par les États-Unis qui réjouira fort Assad et sa clique !

Qu'est-ce qui fait courir Assad ?

A l'instar des autres régimes arabes, la Syrie a entamé dès les années soixante-dix un rapprochement avec l'impérialisme américain et européen. Dans cette course à la reconnaissance par l'Occident — et à ses avantages matériels et politiques — la Syrie avait deux désavantages : une production pétrolière négligeable et le handicap de s'être lancée la dernière dans la compétition. Il lui fallait donc utiliser à fond d'autres arguments, ceux découlant de sa position géographique et stratégique. Donc faire "valoir" sa situation de seul Etat arabe pouvant intervenir militairement au Liban et mettre au pas la Résistance palestinienne (dans laquelle la Syrie est directement représentée depuis des années par l'organisation pro-syrienne "Saïka" et son Armée de libération de la Palestine / ALP).

Mais ce projet de la dictature du clan Assad implique un certain potentiel militaire, que seule Moscou pouvait fournir à la Syrie, les États-Unis ayant jeté leur dévolu sur l'Arabie saoudite et l'Iran. La politique soviétique se trouve donc prise ainsi dans une contra-

de sa présence militaire à l'extérieur ne peut se payer le luxe de troubles intérieurs. D'où l'instauration d'une dictature implacable et sanglante en Syrie, dont l'exemple le plus connu est celui de la répression d'une ville entière (Hama, qui en février 1982 s'était soulevée contre les plans de modernisation du régime), quasiment rasée par l'armée syrienne, au prix de dizaines de milliers de morts. On reconnaît là la main de fer du très "progressiste" Assad, dont les positions "nationalistes" ont cessé depuis longtemps d'effrayer l'impérialisme. Cynique et calculateur, l'homme plaisait beaucoup à Henry Kissinger qui le qualifiait "d'homme le plus intéressant du Moyen-Orient". Eagleburger, ministre des Affaires étrangères, dans l'entretien déjà cité, juge que "c'est un pragmatique", expression qui, dans la bouche d'un diplomate yankee, est un vrai compliment.

Dans les années soixante-dix, Assad avait à plusieurs reprises renfloué les caisses de l'Etat en fermant les oléoducs qui traversent la Syrie (l'un en provenance d'Arabie saoudite, l'autre d'Irak) pour négocier ensuite le prix de leur réouverture. C'est au même brigandage qu'il se livre aujourd'hui, simplement la matière première a changé, ce n'est plus du pétrole, mais des vies humaines.

Eric Peter

Un "pragmatique"

Ce projet à long terme du régime syrien suppose que rien ne vienne ébranler la dictature de la famille Assad et de ses fidèles dans le parti Baath. Un Etat qui entend faire jouer au maximum le poids



Dans le nord du Liban, les troupes syriennes bombardent les "loyalistes" de l'OLP

Grenade :

LA SOUVERAINETÉ ... US

Après l'invasion de Grenade, la campagne de désinformation impérialiste propulsa le thème des "élections démocratiques qui vont se tenir sous peu".

Les centaines d'arrestations, la mise en place d'un système carcéral analogue à celui utilisé au Vietnam (les "cages à tigre"), le contrôle policier minutieux de la population pour réprimer les partisans du New Jewel Movement, tout cela démentait rapidement les discours de Reagan.

Les dernières déclarations de Paul Scoon, le gouverneur général de Grenade, complètent le tableau. A l'issue de la première réunion du Conseil de surveillance mis en place par l'impérialisme, Scoon affirme sans ambage que les problèmes de sécurité passent bien avant les élections. Il insiste sur le fait que deux ans au moins seront nécessaires avant que Grenade ne puisse se donner un "gouvernement démocratique".

Loren Jenkins, du Washington Post, transcrit ainsi les confidences que lui a faites un diplomate européen en poste à Grenade : "Le fait est que le gouvernement, ici, est placé sous le contrôle étroit de l'ambassadeur américain Charles Gillespie et du général Jack Farris, commandant des troupes américaines" (International Herald Tribune, 22 novembre 1983).

Le journaliste américain ajoute : "En désignant la sécurité à long terme comme étant la priorité, les membres du Conseil admettent que la présence militaire américaine était nécessaire pour une période illimitée" (ibidem). Voilà pour la souveraineté et la démocratie !

En outre, Loren Jenkins, démystifie à sa façon le bourrage de crâne effectué par les médias impérialistes sur la fonction militaire de l'aéroport de Point Salines. Un des arguments chocs de l'administration républicaine. Il souligne que : "Maintenant que les Cubains et les Russes ont été écartés de Grenade, les autorités américaines ont allégrement changé de ton quant à l'importance d'un tel aéroport pour une économie en ruine. Adoptant une vue similaire à celle du premier ministre marxiste Maurice Bishop, avant sa mort, les autorités américaines, en privé, expriment leur accord sur le rôle crucial de l'aéroport pour le futur économique de l'île (le tourisme)" (International Herald Tribune, 22 novembre 1983).

A. U.